

L'émir du Koweït met fin à l'expérience parlementaire

LIRE PAGE 3

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1.40 F

Algérie, 1 000 ; Maroc, 1 500 dir.; Tunisie, 100 m.;
Australie, 100 ; Belgique, 100 ; Brésil, 100 ; Canada, 100 ;
Chili, 100 ; Espagne, 100 ; France, 100 ; Grèce, 100 ;
Inde, 100 ; Italie, 100 ; Japon, 100 ; Liban, 100 ;
Luxembourg, 100 ; Pays-Bas, 100 ; Portugal, 100 ;
Royaume-Uni, 100 ; Suède, 100 ; Suisse, 100 ;
Tchécoslovaquie, 100 ; Turquie, 100 ; U.R.S.S., 100 ;
U.S.A., 100 ; Venezuela, 100 ; Yémen, 100.
Tarif des abonnements page 15
5, RUE DES ITALIENS
75002 PARIS - CEDEX 10
C.C.P. 6207-23 Paris
Tél. Paris 10 63052
Tél. : 246-72-23

Paul VI dénonce l'« attitude de défi » de Mgr Marcel Lefebvre

Lille, ou le retour de Coblenze

Mgr Marcel Lefebvre a lancé publiquement et solennellement le défi à la papauté qu'une vaste publicité laissât attendre non seulement en France mais à l'étranger. Cependant son homélie, en dépit de sa violence, a laissé sur leur fait ceux qui attendaient une ample et solide réfutation du concile Vatican II.

L'ancien évêque de Tulle a ressorti des placards de l'histoire un arsenal quelque peu poussièreux : celui de l'action française d'antan, condamnée par le pape Pie XI, il y a bientôt cinquante ans. Ce n'est pas une Église nouvelle ou ancienne que Mgr Lefebvre a placée en face de l'Église post-conciliaire, c'est un compte dant de 1789 qu'il a tenté de régler avec la démocratie égalitaire, la tolérance et tout ce que, depuis le dix-neuvième siècle, le conservatisme politique et religieux le plus étroit désigne sous le nom de libéralisme.

Les innovations, prévues ou non, venues ou non par le concile ont cependant tendance à s'effacer.

De nombreux fidèles de la « base » réclament un peu de répit dans le rythme des réformes et un peu de stabilité dans les rites. Ceux qui, sur la « frange », opposent leurs habitudes avec la foi, s'effraient et s'indignent parfois de ne plus retrouver l'Église de leur enfance ou de leur jeunesse.

A tous ceux-là, l'ancien évêque de Tulle est apparu comme un modérateur et un contre-poids utile aux « excès ». En se présentant d'emblée comme le continuateur de la tradition politique la plus rigide et la plus stérile, comme une sorte de prêtre retour de Coblenze, Mgr Lefebvre amènera beaucoup de catholiques « post-conciliaires » qui, depuis Vatican II, s'étaient attachés à secourir l'antonomie des Églises nationales et ne tiraient plus aux ordres de Rome qu'une oreille distraite à soutenir plus fermement la papauté.

Le prêtre risque de son côté de séduire beaucoup de ceux qui, dans ce qu'il appelle les « États catholiques », n'ont accepté que du bout des lèvres les réformes religieuses et, avec une indignation pas toujours dissimulée, les appels à la justice : Espagnols, Français, Allemands, Portugais, Suédois, Américains, etc., s'entourant de prêtres et de missionnaires, se réclamant toujours de la « civilisation chrétienne ». Il existe une hiérarchie des races, et pour qui le communisme — entendu au sens de toute contestation — doit être combattu à n'importe quel prix.

Dans ce tiers-monde auquel il a prêché l'obéissance lorsqu'il était archevêque de Dakar, le prêtre gardera aussi, selon des appels, du moins certaines sympathies pour un clergé autonome qui, ayant accédé aux hiérarchies religieuses, a parfois tendance à en exagérer la pompe et l'autorité.

Kufia, à l'est, si les hommes comme le défunt cardinal Mindszenty sont devenus rares, l'attachement permanent entre l'Église et l'État s'efface parfois, comme en Pologne, les responsables sur des positions qu'ils n'ont ni ne veulent abandonner.

Cependant, l'Église catholique n'est vraisemblablement pas au bord d'un schisme de quelque ampleur. Mgr Lefebvre est dans la position paradoxale d'un homme qui conteste l'Église au nom de l'Église. Il est trop loin de ce monde qu'il répudie et qu'il condamne en bloc, trop loin des idées de réconciliation dans un siècle où l'aspiration à la justice est devenue essentielle. N'ayant rien appelé et tout exclu de ce qui s'est produit depuis le concile de Trente, il y a quatre cents ans, il offrira un refuge aux éternels nostalgiques d'un passé mythique.

Malgré la « suspense » dont il est l'objet, l'interdiction de célébrer la messe de préférence et de distribuer les sacrements, Mgr Marcel Lefebvre, ancien archevêque-évêque de Tulle et fondateur du séminaire traditionnel d'Ecône, a célébré une messe pontificale selon le rite de saint Pie V, le dimanche 29 août, à la foire commerciale de Lille, devant six mille sympathisants.

L'homélie polémique et politique qu'il a prononcée à cette occasion illustre un nouveau durcissement de sa position dans le conflit qui l'oppose au Saint-Siège et fait un pas de plus vers le schisme. Pour sa part, Paul VI a demandé aux évêques de l'Église de l'Occident de prier pour la paix à l'intérieur de l'Église. Il a regretté « le cas de conscience » de l'attitude de défi envers les clés mises dans nos mains par le Christ. De son côté, le chef de file des intégristes s'est étonné que la messe de Lille ait été considérée par le Vatican comme une épreuve de force, ajoutant que si le pape prenait de nouvelles mesures à son égard, « elles seraient considérées comme nulles et non avenues ».

Six mille personnes à la messe de Lille

De notre envoyé spécial

Lille. — « Vous avez le trac Monseigneur ? » Pour le reporter qui tend son micro à Mgr Lefebvre lorsque celui-ci est sur le point de monter à l'autel improvisé pour chanter la messe pontificale selon le rite de saint Pie V, il s'agit presque d'un exploit sportif : on pose une dernière question au « challenger » avant qu'il ne monte sur le ring.

Pour la grande majorité des cinq à six mille participants (1) qui remplissent cette salle de la foire commerciale de Lille, il s'agit d'un acte de foi, d'un acte de révolte, d'un acte de solidarité avec l'évêque sanctionné, d'un témoignage de fidélité à l'« ancienne Église ». Ils sont venus nombreux des quatre départements du Nord, mais aussi d'Allemagne, de Belgique, d'Italie et même d'Angleterre.

Il y a une forte dominante d'hommes, beaucoup de jeunes, des familles entières venues avec leurs enfants. En cherchant bien, on trouve des vieilles dames coiffées d'une mantille noire, le gros « parolien » sous le bonnet, des jeunes gens à l'allure militaire et des prêtres en soutane, mais l'impression générale est d'une paroisse moyenne avec une proportion non négligeable de gens du peuple.

ALAIN WOODROW.
(Lire la suite page 7.)

(1) La salle compte quatre mille cinq cent quarante places assises et il y avait au moins un millier de personnes debout.

AU JOUR LE JOUR

Le diable et le mauvais Dieu

Si l'on a bien compris, il y aurait désormais trois Églises catholiques : celle de Rome, celle d'Ecône et celle de Maurice Clavel. Il ne semble pas que la tolérance soit leur dénominateur commun.

L'incroyant, ma foi, se demande avec étonnement comment de pareilles choses peuvent se passer en 1976. Il n'en croit pas ses yeux ! Si l'on ajoute que le défunt cardinal Mindszenty est devenu rare, l'attachement permanent entre l'Église et l'État s'efface parfois, comme en Pologne, les responsables sur des positions qu'ils n'ont ni ne veulent abandonner.

Cependant, l'Église catholique n'est vraisemblablement pas au bord d'un schisme de quelque ampleur. Mgr Lefebvre est dans la position paradoxale d'un homme qui conteste l'Église au nom de l'Église. Il est trop loin de ce monde qu'il répudie et qu'il condamne en bloc, trop loin des idées de réconciliation dans un siècle où l'aspiration à la justice est devenue essentielle. N'ayant rien appelé et tout exclu de ce qui s'est produit depuis le concile de Trente, il y a quatre cents ans, il offrira un refuge aux éternels nostalgiques d'un passé mythique.

PASLO DE LA HIGUERA.

Des dizaines de milliers de femmes défilent dans les deux Irlandes pour réclamer la paix

Pour la troisième fois en quinze jours, d'importantes manifestations pour la paix se sont déroulées le 28 août aussi bien à Belfast, Irlande du Nord, qu'au sud de l'île, dans la République d'Irlande. Trente mille personnes, des femmes pour la plupart, ont défilé à Belfast, dans le quartier protestant. Pour la première fois, les femmes du quartier catholique ont franchi la frontière fictive qui sépare les deux communautés.

A Dublin, une manifestation a rassemblé, selon certaines estimations, quarante-cinq mille à cinquante mille personnes chantant des hymnes et demandant la paix. D'autres manifestations similaires ont eu lieu dans plusieurs villes sud-irlandaises. « Notre mouvement pour la paix est un simple message pour le monde, annoncent les manifestantes. Nous voulons vivre, aimer et construire une société juste et paisible. Nous voulons pour nos enfants comme pour nous-mêmes que la vie du foyer, du travail et des loisirs soit joyeuse et paisible. Nous rejetons bombes, cartouches et toute technique de la violence. »

Oublier la politique...

De notre envoyé spécial

Belfast. — C'était une journée de pluie, mais aussi de joie et d'espoir. Quel qu'il arrive par la suite, on se souviendra de ce moment où, après avoir franchi le mur du manoir des petites rues abandonnées depuis longtemps, les femmes catholiques se sont retrouvées dans le territoire loyaliste de Shankill-Road. Beaucoup d'entre elles y venaient pour la première fois de leur vie, les yeux remplis de larmes, avançant d'un pas rapide, derrière les organisatrices : deux jeunes femmes, Malraed Corrigan et Betty Williams.

Elles avaient déjà répondu par un silence digne aux injures lancées par une vingtaine de femmes et d'adolescentes qui criaient : « Vite les prolos ! » « Ce n'est que de la propagande », a déclaré calmement une des femmes de la paix.

JOE MULHOLLAND.
(Lire la suite page 2.)

Lorsque la masse des femmes loyalistes qui les attendaient s'est avancée, en applaudissant, pour embrasser leurs voisines d'« en face », chacun eut conscience que l'événement était considérable.

Pas un cri d'hostilité à l'encontre des bandes qui proclamaient simplement et courageusement l'origine des manifestantes. Des noms qui, traditionnellement, sont synonymes, pour le peuple loyaliste, de « terroristes républicains ». La procession se transforma vite en marche triomphale devant la foule loyaliste, alignée le long de la route et chaleureuse.

Il s'est bien passé quelque chose d'incroyable ce samedi après-midi à Belfast.

JOE MULHOLLAND.
(Lire la suite page 2.)

Un entretien avec M. Carl Sagan, un des promoteurs de la mission Viking

Mars, un modèle de la Terre primitive

Quarante et un ans, et l'air d'en avoir trente. Le cheveu brun et lisse, soigneusement ramené sur le côté, un sourcil broussaillieux, un nez légèrement busqué. Mais l'important, c'est le regard, perçant, mobile et amusé. Derrière ce regard, une fantaisie machine intellectuelle, une passion contenue et un irrésistible pouvoir de conviction.

M. Carl Sagan est professeur d'astronomie et de sciences spatiales et directeur du Laboratoire d'études planétaires à l'université Cornell, dans l'État de New-York. Il est aussi le directeur du projet Viking ; ce projet revient à un ingénieur de la NASA, M. James Martin. Son nom n'apparaît pas dans les premières lignes de l'organigramme. Officiellement, il n'est que l'un des scientifiques qui définissent les photographies doit prendre Viking et qui évaluent la sécurité des zones choisies pour l'atterrissage.

D'où vient alors que, d'une certaine manière, Viking, c'est Sagan ? Cela tient à ses qualités scientifiques, au fait qu'il fut le meilleur interprète des enseignements fournis par la sonde Mariner-9, à ce qu'il proposa pour explorer Mars un projet dont bien des points se retrouvent dans Viking.

M. Carl Sagan a bien voulu répondre aux questions que nous lui avons posées sur les premiers résultats de la mission Viking.

« Professeur Sagan, Viking-1 s'est posé sur Mars il y a quelques jours. Quels sont les premiers résultats concernant la planète rouge ? »

« Nous n'avons jamais jusqu'ici cherché la vie sur une planète, nous sommes donc en train d'apprendre comment la faire. Les expériences biologiques de Viking satisfont les conditions minimales pour détecter aisément des micro-organismes sur Mars. À tout le moins, certains d'entre eux, et elles les détectent avec régularité. Dans une variété d'environnements très inhospitaliers, tels les déserts ou l'Antarctique, elles trouvent aisément des microbes. »

« La plupart des gens pensent que les expériences de chimie organique donneraient des résultats positifs, car nous savons qu'il y a des molécules riches en molécules organiques. Ils pensent au contraire que, à ce stade de la mission, les expériences de microbiologie seraient négatives parce que, sur une planète aussi froide que Mars, le taux de croissance des micro-organismes serait tellement lent qu'il faudrait une longue période d'incubation pour observer quelque chose. »

« Or nous avons observé juste le contraire. L'expérience de chimie organique n'a pas montré trace de molécules organiques, mais sa capacité de détection est inhibée par la présence d'une grande quantité d'eau, éliminant ainsi les molécules organiques. Par contre, les trois expériences microbiologiques ont donné, à l'échelle de tous, des résultats apparemment positifs. »

« Ainsi, les choses sont à l'opposé de ce qu'on avait supposé. Maintenant, les résultats des expériences de microbiologie montrent qu'il y a quelque chose, à la surface de Mars, qui est capable à la fois d'oxyder des molécules organiques en gaz carbonique, et de réduire du gaz carbonique en molécules organiques. »

« La première opération est ce que nous faisons quand nous respirons, la seconde est ce que font les plantes quand elles font de la photosynthèse. De plus, ces propriétés du sol martien sont fortement réduites quand on le chauffe, ce qui est cohérent avec l'idée qu'on tue les microbes martiens par la chaleur. »

« D'un autre côté, il est possible qu'il y ait, à la surface de Mars, une chimie inorganique compliquée, qui soit capable de réduire à la fois des oxydations et des réductions, et qui soit détruite par la chaleur. Nous ne savons pas encore quelle hypothèse est la bonne. Supposons que ce soit la dernière, supposons qu'il s'agisse seulement de chimie inorganique. Je maintiens cependant que nous avons beaucoup appris sur l'origine de la vie, car nous trouvons que sur une planète sans vie — puisque ce serait alors le cas de Mars — il y a une chimie qui ressemble beaucoup à la chimie biologique ; et assurément, cela fournit des connaissances profondes sur les processus qui ont conduit à la vie primitive. Au pire, Mars est un modèle pour la chimie prébiotique sur la Terre. »

« Pensez-vous que Viking-2, qui doit se poser dans quelques jours, pourra résoudre plus de problèmes que ne l'a fait Viking-1 ? »

« Je l'espère, surtout s'il ne s'écroule pas en atterrissant. Il se pose en un endroit différent. Deux des trois expériences de microbiologie font intervenir de l'eau sous forme liquide. L'endroit où se pose Viking-2 est susceptible de contenir plus que le site de Viking-1 des quantités d'eau interstitielle. Entre les grains du sol martien il y aurait une fine couche d'eau qui les mouillerait. Les températures sont plus élevées, il y a plus de vapeur d'eau dans l'atmosphère, et il devrait y avoir plus d'eau interstitielle. Il en résulte au moins que ces deux expériences biologiques devraient donner des résultats plus nets — s'il y a de la vie sur Mars. »

Propos recueillis par MAURICE ARNOY et CLAUDE FRANCHILLON.
(Lire la suite page 8.)

Soutien conditionnel de l'U.D.R. au nouveau gouvernement

Tandis que M. Raymond Barre consacre la semaine à l'étude des dossiers en relation avec les membres de son gouvernement, M. Giscard d'Estaing va successivement s'entretenir avec les principaux ministres « politiques », MM. Guichard, Poniatowski, Lecanuet, Duret, ainsi qu'avec quelques-uns des nouveaux : MM. Bouillon, Brousse et de Guiringaud.

Le bureau politique du groupe parlementaire de l'U.D.R. se réunit mardi 31 août, après que le bureau exécutif du mouvement a approuvé le soutien conditionnel au gouvernement. La réunion du Sur le marché des changes, le franc continue de se redresser : lundi matin, le dollar valait 4,92 F contre 4,94 F.

« Au risque d'être traité de « cher professeur », M. Barre n'hésite pas à faire la leçon. Cet universitaire fier du cours magistral ne veut pas être mal compris ou mal interprété. Il ne veut pas qu'on lui fasse dire plus qu'il n'a dit. Ainsi est-il apparu dans ses premiers contacts avec les journalistes, comme ministre de l'économie et des finances et comme premier ministre. Il se défend aussi d'être « un technocrate inhumain » ou « un théoricien ignorant des réalités sociales ».

Ses attributions, il entend les exercer dans toute leur plénitude avec l'appui du président de la République. Comment ne pas remarquer l'insistance avec laquelle M. Giscard d'Estaing et M. Barre reviennent sur cet aspect du remaniement ? Samedi, au premier conseil des ministres, les déclarations du président de la République consacraient une nouvelle fois l'autorité du premier ministre sur l'action des membres du gouvernement. M. Barre obtient-il ce qui fut refusé à M. Chirac et qui entraîne sa démission ? Oui, répondrait-on, le différend entre le président de la République et l'ex-premier ministre s'était limité à une divergence sur l'exercice de leurs responsabilités réciproques et à certaines ambiguïtés ne persistant pas. Sur le rôle exact de M. Olivier Guichard, par exemple.

M. Barre s'en tient à l'annoncé des attributions figurant au Journal officiel : ministre d'Etat, garde des sceaux, ministre de la justice. Pour le reste, il utilisera « la grande expérience politique » de M. Guichard. Certes, M. Barre n'entend rien céder de ses prérogatives, et il est soutenu par M. Giscard d'Estaing, dans la mesure où le président de la République tient absolument à prouver que rien n'a changé dans l'équilibre institutionnel. Le chef de l'Etat est le premier, mais il y a toujours un second. Il ne serait donc pas nécessaire d'adapter le texte constitutionnel, comme le souhaite M. René Pieven en constatant l'évolution vers le présidentialisme et la réduction du rôle du premier ministre.

De son côté, M. Guichard ne peut laisser dire qu'il a été appelé au gouvernement pour ses seuls talents de gestionnaire, s'agissant en particulier de la justice. Lui aussi a l'aval, au moins tacite, de M. Giscard d'Estaing, qui a insisté à ce que l'U.D.R. se « déchirât ».

ANDRÉ LAURENS.
(Lire la suite page 4.)

Les révélations sur le scandale Lockheed aux Pays-Bas

LIRE PAGE 2
LES EXTRAITS DU RAPPORT DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE NÉERLANDAISE

HUIT ANS DE FOUILLES PRÈS DU VIEUX-PORT

La grandeur antique de Massalia

Tandis que commence à sortir de terre le cœur futur de Marseille avec les premières fondations de ce qui sera le centre directionnel de la ville sur l'emplacement des anciens terrains vagues de la Bouree, les archéologues, après huit ans de fouilles, en sont à l'heure du bilan. Un bilan qui pourra s'enrichir encore et s'approfondir si les fouilles continuent normalement, mais, dès à présent, il est possible de retrouver la grandeur antique de la ville, quasiment ignorée jusqu'en 1967.

Tout le monde à Marseille a compris l'intérêt du travail des archéologues. Il ne s'agit pas de renouveler les erreurs et les occasions manquées, qui nous ont si longtemps privés de ces découvertes : depuis la période « haussmannienne », en 1867, de la rue Impériale (aujourd'hui rue de la République), franchant dans le vi de la cité antique et n'en révélant qu'une maigre moquette, jusqu'aux sondages trop limités et trop hâtifs de 1945, dans les ruines des vieux quartiers après que les destructions de guerre eurent mis à nu le terrain où se dressait la ville antique. Sans parler de la reconnaissance en 1913 du trop fameux mur dit « de Crinès » que l'on classa monument historique avant de le renvoyer aux oubliettes en enlevant très précieusement dans une cave... dont on perdit la clé ! Cent années d'erreurs, de manque de curiosité, de sous-information, qui ont bien failli aboutir à l'irréversible : engloutir sous le béton le dernier témoin de Massalia.

Grâce à cette prise de conscience actuelle, le centre directionnel ne submergera pas la cité antique. Au contraire, il s'inscrit autour de ce qui a pu en être conservé. Il en collera bien des millions supposés, mais à l'Est comme à l'Ouest, mais l'enjeu vaut bien ce sacrifice.

Sur la superficie d'un hectare, classée monument historique le 18 décembre 1972, et sur 1,50 m d'épaisseur à peine, s'enchevêtrent, se mêlent, se superposent, se chevauchent dix siècles, du schisme avant J.-C. au Bas-Empire romain.

L'inventaire de huit années de fouilles remplit d'aise beaucoup de chercheurs qui n'ont pas eu la chance de se pencher sur de pareilles richesses archéologiques.

JEAN CONTRUCCI.
(Lire la suite page 9.)

La télévision néerlandaise diffuse, ce lundi 20 août, à partir de 13 heures, le débat extraordinaire qui s'ouvre à la Chambre des députés sur l'affaire des pots-de-vin versés par la firme américaine Lockheed, et le comportement du prince Bernhard. On s'attend que le Parlement approuvera la politique du gouvernement dans l'affaire, mais on attend aussi la décision de ne pas ordonner d'enquête judiciaire.

Selon un sondage de la télévision néerlandaise, 71 % des personnes interrogées n'ont pas changé d'opinion sur le prince Bernhard après les révélations sur ce scandale, 28 % ont changé d'opinion, 81 % des personnes interrogées estiment normal que le prince n'assume plus de fonctions officielles et 90 % sont favorables au maintien de la monarchie.

D'autre part, le scandale Lockheed rebondit en Grande-Bretagne et en Espagne.

À Londres, un député travailliste a demandé, dimanche 29 août, au premier ministre, M. Callaghan, s'il n'y avait pas une certaine « note » d'allégations parues dans le *Sunday Express* - selon lesquelles un membre du cabinet britannique avait touché un pot-de-vin d'un million de livres de Lockheed, il y a trois ans, pour faire acheter par la Grande-Bretagne cinquante Tristar de la première génération.

À Madrid, le quotidien « Ya », se référant à des sources proches de la commission sénatoriale américaine, affirme que le cas de l'Espagne serait lié à une vaste opération internationale de ventes à l'Afrique du Sud et au Nigeria concernant des appareils Hercules. Les ventes à l'Afrique du Sud, 15 millions de dollars pour l'Afrique du Sud, 31 millions pour le Nigeria et 11 millions de dollars pour l'Espagne.

Nous publions ci-dessous une traduction des principaux extraits du « rapport Donner publié vendredi 25 août aux Pays-Bas par la commission gouvernementale d'enquête de la commission des trois » et intitulé « enquête sur l'exactitude des déclarations concernées des versements par une entreprise américaine ».

La commission Donner, vice-président de Cour européenne de justice ; Holtrop, ancien président de la Banque des Pays-Bas, et P. J. A. M. van der Stoep, président de la Cour des comptes Hollande. (Les intertitres et les notes sont la rédaction du « Monde ».)

(1) M. Meunier était directeur des services de Lockheed pour l'Afrique, l'Europe et le Moyen-Orient. Il était aussi directeur des programmes militaires de la compagnie de « holdings » Lockheed.

(2) M. Weisbrod, avocat à Zurich.

(3) La résidence de la famille de M. Paré-Ballaz, près d'Amsterdam.

(4) M. Paré-Ballaz, ancien colonel de la garde impériale turque, avait épousé la fille du prince de Monaco, la princesse Grace, et était habillé pendant de longues années de l'uniforme de Marine de l'empereur de Chine de celle-ci. Naturellement citoyen néerlandais en 1946, il est mort en 1962, à l'âge de soixante-deux ans.

(5) M. Kitching était vice-président de « Holding » Lockheed.

(6) M. Bobins était directeur des services de Lockheed pour l'Afrique et le Proche-Orient.

(7) Le prince de Monaco, qui est reconnu au Pays-Bas, mais ce nom est celui de la commune sur laquelle il réside, le palais royal de Monaco.

(8) Le numéro de téléphone du palais royal.

(9) Il s'agit, semble-t-il, de M. Luns, qui, ministre des affaires étrangères, a été chargé par le gouvernement néerlandais des Brexelles de négocier avec les Américains pour l'achat au lieu des avions Lockheed, et pour les avions pour la marine. M. Luns a été ministre des affaires étrangères, ce sont pour conclure les relations avec l'Amérique, il était, par conséquent, le meilleur à l'époque.

« Une situation équivoque »

(1) M. Lebedev, avocat à Zurich.
(2) La résidence de la famille de la Pape-Bas, près d'Amsterdam.
(3) M. Parteboulleux, ancien directeur de la presse impériale russe, était un grand ami de la famille de la Pape-Bas, la princesse Angoulême, et se consacrait à l'éducation des enfants du tsar. Il était le correspondant de Longue, attaché au cabinet de Warzinski, et avait la confiance de cet homme. Naturellement il écrivait à Longue, et Longue lui écrivait.
(4) M. Kotchian était vice-président du club de hockey à Londres.
(5) M. Robins était directeur adjoint des ventes pour l'Europe, l'Afrique et le Proche-Orient.
(6) Le journaliste Bazan est un grand ami de la famille de la Pape-Bas, et celui de ses commensaux qui a le plus de contacts avec la famille. Il a trouvé le palais royal de Spandau.
(7) Le numéro de téléphone du palais royal.
(8) Il s'agit, semble-t-il, de M. Luma, ex ministre des affaires étrangères, qui, en 1988, avait travaillé pour le gouvernement néerlandais des Bretons français au lieu des Bretons anglais. Luma était un homme important par la marine. M. Luma était placé en ce sens pour s'occuper de la marine, et il avait pas des contacts avec les meilleurs de la marine.

PROCHE-ORIENT

AFRIQUE

Koweït

La dissolution de l'Assemblée met fin à l'expérience parlementaire

Le conflit qui opposait, depuis plus d'un an, les dirigeants de Koweït aux cinquante députés de l'Assemblée nationale s'est transformé en une grave crise institutionnelle. Le cheikh Sabah El Salem El Sabah, chef de l'Etat, a prononcé, dimanche 29 août, la dissolution du Parlement, élu le 25 février 1975, et suspendu quatre articles de la Constitution, dont le plus important prévoyait qu'en cas de dissolution une nouvelle Assemblée devait être élue dans un délai de deux mois. Le cheikh Sabah a également promulgué un décret prévoyant que les journaux « qui suivent une ligne politique contraire aux intérêts de la nation » pourront être suspendus, voire interdits. D'autre part, il a accepté la démission des seize membres du gouvernement dirigé par le prince héritier, le cheikh Jaber El Ahmed, qui a été aussitôt chargé de constituer un nouveau cabinet.

Dans sa lettre de démission, le cheikh Jaber affirmait que « la coopération entre l'exécutif et le législatif était pratiquement nulle » et déplorait « les attaques injustes et les dénégations des députés contre les ministres du gouvernement ».

Ce véritable « coup de force », entrepris alors que l'Assemblée nationale est en vacances, marque l'échec de l'expérience de démocratie parlementaire lancée il y a environ treize ans par la dynastie des Sabah. Grâce à cette expérience, le Koweït était devenu l'un des rares Etats de la région dont les prisons ne contenaient pas de détenus politiques. Un climat de liberté régnait dans le pays. Depuis cinq ans, lorsque fut adoptée une loi interdisant au gouvernement de suspendre, par mesure administrative, la licence des journaux, la presse jouissait d'une liberté absolue. Les partis politiques n'étaient pas autorisés par la Constitution, mais tout se passait comme s'ils l'étaient. Au fil des ans, le Parlement koweïtien, qui, à l'origine, devait être une simple chambre d'enregistrement, était devenu une force politique indépendante de l'exécutif. Sous l'impulsion d'une opposition particulièrement radicale, il faisait contrepoids à l'autorité de l'émir régnant et de l'oligarchie au pouvoir.

C'est ainsi que, à la fin d'octobre 1972, le Parlement avait refusé de ratifier l'accord qui limitait la prise de participation de l'Etat dans la Kuwait Oil Company à 25 %. Par la suite, il avait imposé la nationalisation du pétrole koweïtien. Une épreuve de force avait été évitée de justesse entre le gouvernement et l'opposition dirigée par le dynamique Dr Khatib, qui présidait à l'Assemblée le groupe nationaliste Al Talia. Ce dernier avait traité les ministres de « simples hauts fonctionnaires auprès du chef du gouvernement ». En fait,

les députés désiraient que les ministres soient directement responsables devant le Parlement.

Les élections de février 1975 avaient renforcé cette tendance, avec l'entrée à l'Assemblée de vingt-cinq nouveaux députés, généralement plus jeunes et moins conservateurs. Depuis, de nombreux projets de loi votés par les députés avaient été refusés par le gouvernement, et renvoyés à l'Assemblée. Les pouvoirs de cette dernière demeuraient maltraités tout simplement parce que la Constitution excluait toute remise en question de la nature du régime, qui demeure une monarchie héréditaire.

Le « coup de force » de l'émir Sabah ne peut donc s'expliquer que par des pressions d'ordre extérieur. La « démocratie à la koweïtienne » inquiétait depuis longtemps l'Arabie Saoudite, qui, il y a près d'un an, avait saisi le cheikh Sabah au sujet des attaques répétées de la presse et des députés contre la politique de Ryad. A la même époque, l'Assemblée nationale de Bahreïn, élue en 1973 sur le modèle koweïtien, avait été dissoute dans des circonstances analogues. Aujourd'hui disparaît le dernier Parlement véritablement démocratique au Proche-Orient arabe.

JEAN GUYOTAS.

Iran

TROIS TECHNICIENS AMÉRICAINS AU SERVICE DE L'ARMÉE IRANIEUSE ONT ÉTÉ ASSASSINÉS À TÉHÉRAN

Trois employés américains de la firme Rockwell International, qui travaillaient pour les forces armées iraniennes, ont été tués par des terroristes, samedi 28 août à Téhéran (nos dernières éditions, datées 29-30 août).

Les trois Américains, qui se rendaient à leur travail, ont été interceptés par des hommes armés qui ont ouvert le feu sur eux.

L'attentat a été attribué par les autorités de Téhéran à un groupe de « moudjahidines islamiques », qui avait déjà revendiqué l'assassinat d'un colonel de l'armée américaine en 1973, puis celui de deux lieutenants-colonels en 1974.

A Vail, au Colorado, le président Ford a déclaré qu'il était « profondément attristé par ces meurtres insensés ». Les trois Américains participaient à un programme d'espionnage électronique effectué par la société Rockwell International pour le compte de l'armée de l'air iranienne.

Ce programme, d'un coût de plusieurs millions de dollars, a été mis en place l'année dernière avec l'accord du gouvernement américain. Il consistait à capter des communications civiles et militaires dans la région du Golfe, à partir d'une base d'écoute électronique installée en Iran.

Selon le porte-parole de Rockwell, les trois victimes, William Cotton, Robert Krongard et Donald Smith, occupaient des responsabilités dans ce projet. — (A.F.P.)

Egypte

Le consul du Yémen du Sud au Caire est impliqué dans l'affaire du détournement du Boeing égyptien

De notre correspondant

Le Caire. — Alors que l'on craint en Egypte de nouveaux attentats, voire une agitation étudiante, « préparés par les agents de Kadhafi », l'affaire du détournement manqué de l'avion d'Egyptair Le Caire-Luxembourg, la semaine passée, a connu des prolongements au cours du week-end.

M. Seif Mohsen, consul du Yémen du Sud, ayant rang de deuxième secrétaire à l'ambassade de ce pays au Caire, a été arrêté dimanche, « en état d'écrou » et en tenue militaire, alors qu'il se trouvait chez un autre diplomate sud-yéménite. Malgré les protestations de l'ambassade de Sanaa au Caire, on a annoncé, de source égyptienne officielle, que le consul sera jugé par la Haute Cour militaire de sûreté de l'Etat, en compagnie de deux autres personnes déjà emprisonnées et accusées d'avoir tenté d'assassiner récemment au Caire M. Ali Haytham, ancien premier ministre sud-yéménite.

Ces deux accusés sont M. Salah Issa, directeur de l'agence caennaise de la compagnie Alameda (lignes aériennes sud-yéménites), et M. Salah El Emari, palestinien, qui serait membre, selon les uns, du F.P.L.P. de

M. Habache, selon les autres, du F.D.P.L.P. de M. Hawatmet. Les pirates de l'air arrêtés à Louxor avaient notamment réclaté la libération de MM. Issa et El Emari.

L'Egypte, d'autre part, demandée à la Jordanie et au Koweït de lui livrer respectivement M. Mohamed Hussein El Rechik, négociant palestinien à Amman, et M. Mohamed Terkouli, palestinien résidant dans l'Emirat. Au Caire, un riche épicière palestinien, M. Eld El Zour, est déjà allé rejoindre en prison deux de ses compatriotes, MM. Ali Osman et Mohamed Naguib, et l'étudiant égyptien Ahmed Soliman, tous trois auteurs de la tentative de détournement du Boeing d'Egyptair.

D'après l'enquête de la police égyptienne, ces six personnes appartenaient à l'organisation secrète Abou-Nasser, financée par le colonel Kadhafi pour créer des troubles en Egypte, au Soudan et en Arabie Saoudite. La charge d'affaires de Libye à Sanaa ainsi que le négociant palestinien El Rechik figurent parmi les responsables de ce nouveau mouvement terroriste.

J.-P. P.-H.

Namibie

La SWAPO confirme son rejet de la conférence constitutionnelle de Windhoek

Alors qu'expire, le 31 août, le délai impératif fixé par l'Organisation des Nations unies aux Sud-Africains pour faire accéder la Namibie à l'indépendance, M. Sean Mac Bria, haut-commissaire de l'ONU pour la Namibie, a annoncé que quarante mille à cinquante mille personnes avaient été déplacées de villages situés près de la frontière de l'Angola, vers le sud. Ce mouvement de population serait destiné à permettre l'établissement d'une « zone de feu » de 50 kilomètres, en vue de prévenir les incursions de guérilleros de l'Organisation du peuple du Sud-Ouest africain (SWAPO). Prenant la parole à Lusaka, capitale de la

Zambie, M. Sam Nujoma, président de la SWAPO, s'est prononcé, samedi 28 août, en faveur de la tenue d'une conférence constitutionnelle organisée sous les auspices de l'ONU et de nouveaux formellement condamnés les pourparlers en cours à Windhoek.

De leur côté, les neuf pays membres de la Communauté économique européenne ont fait savoir qu'ils souhaitent que « l'Afrique du Sud quitte la Namibie et que le peuple de ce pays accède à l'indépendance dans le respect de la démocratie et sous le contrôle de l'ONU. — (A.F.P., Reuter, U.P.I.)

« Pas de précipitation... »

De notre envoyée spéciale

Windhoek. — « Ils veulent l'indépendance, ils l'auront... Mais pas de précipitation... » Comme la majorité des Blancs en Namibie, ce commerçant d'origine allemande, rencontré sur le chemin d'une de ses leçons de tir, est sûr convaincu de l'engagement du pays dans un processus irréversible vers l'indépendance. Les deux semaines, les membres du Parti national, au pouvoir en Afrique du Sud, ont eux-mêmes approuvé, la semaine dernière, les décisions du comité restreint de la conférence constitutionnelle prévoyant l'indépendance pour le 31 décembre 1978 et la formation d'un gouvernement intérimaire avec le maintien de l'intégrité du territoire.

« Ces bons à rien voudraient tout tout de suite, mais ce serait la chute... », continue le commerçant, en parlant des « fous de la couleur » qui désirent comme beaucoup d'autres Blancs, gagner le maximum de temps avant la passation de pouvoirs de Pretoria à Windhoek et l'entrée en scène de cadres parmi les Noirs et les métis. Les deux mains doivent suffire, en effet, pour compter leurs universitaires, et ils ont été longtemps tenus à l'écart de la vie politique et administrative. Il faudra donc du temps pour les préparer à leurs nouvelles fonctions.

L'homme de la rue, noir ou métis, parle avec assurance de cette indépendance, mais n'est pas encore sûr. « On nous a déjà fait tellement de promesses... », confie un Africain. Ce scepticisme contraste avec l'optimisme des représentants africains ou métis au comité constitutionnel. Embarassés même, car c'est la sensation qu'ils éprouvent à se retrouver pour la première fois tous ensemble. Noirs, métis, « bords » (1), à la même table que les Blancs.

Mais leur accord unanime pour réclamer un état militaire républicain mis à l'épreuve dès mardi, date de la réouverture des travaux du comité constitutionnel. Cette fois il va falloir entrer plus avant dans les discussions de fond : rédiger une Constitution, parler d'élections.

Un Etat fédéral construit sur des bases ethniques

Sans s'embarrasser de la contradiction, plusieurs délégués dont M. A. Kloppe, représentant des métis, ou le docteur D. J. J. van der Merwe, représentant des Africains, se déclarent « en théorie » partisans d'élections nationales sans distinctions tribales, mais ils préfèrent envisager « pour préserver les minorités ». Ils acceptent volontiers le contrôle des Nations unies.

De même, s'ils désirent un fin avec la ségrégation raciale, ils soutiendraient un projet d'Etat fédéral ou confédéral construit sur des bases ethniques. Les uns pensent que le désaccord ne donnera leurs faibles privilèges : c'est le cas des métis de Rehoboth, qui possèdent un territoire aussi grand que le Swaziland. Les autres, qui ne désirent pas abandonner leurs faibles privilèges, disent-ils, de perdre leur identité sous une domination ombrageuse, tribu qui rassemble 46 % du million d'habitants du pays.

Une fédération ne déplairait pas aux Blancs qui voient là un moyen de se préserver un territoire, et, finalement, de changer le mode de vie actuel.

Bien que M. Billy Marais, secrétaire du comité constitutionnel et représentant officiel de M. Vorster, déclare qu'il ne sera pas question mardi de la SWAPO, le nom du mouvement nationaliste du sud-ouest africain sera tout de même sur les lèvres de tous les délégués.

« Sans discussions avec la SWAPO, aucun accord ne sera durable », entend-on partout dans la capitale. Reste à savoir comment arriver à ces négociations.

car aucun responsable n'est décidé à accepter l'une des conditions préalables posées par l'organisation : « Le retrait des forces armées sud-africaines de Namibie. » « C'est notre unique garantie contre l'invasion communiste », entend-on ici. « La SWAPO refuse toute discussion avec la conférence constitutionnelle sur la Namibie, car celle-ci n'a aucun pouvoir légal, nous a confirmé M. Daniel Tjengavara, porte-parole de l'organisation. Les personnes qui y siègent ne représentent pas la population. C'est l'occupant, le gouvernement sud-africain, qui doit discuter avec nous ».

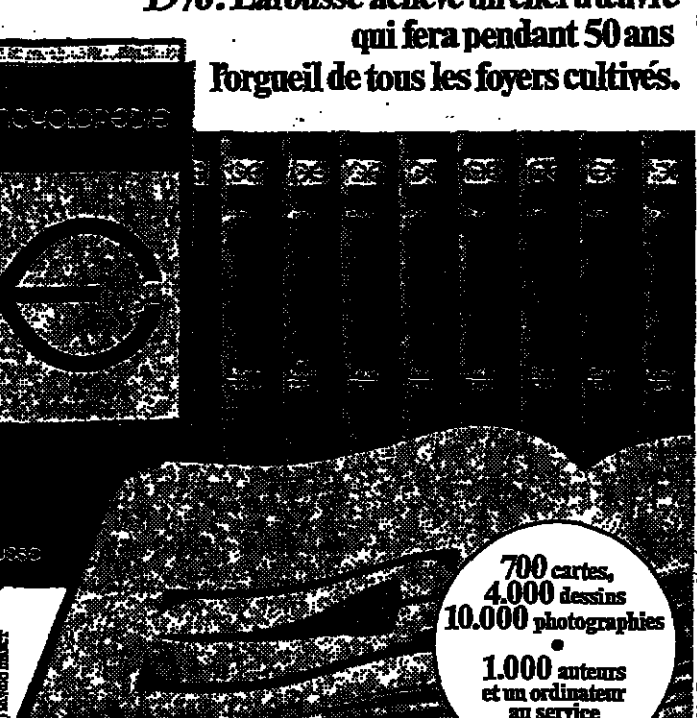
Comme condition préalable à toute négociation, l'organisation demande le retour des exilés, la réhabilitation des prisonniers politiques, l'abolition des lois sur l'apartheid, des élections sous le contrôle de l'ONU sur une base nationale et le retrait de l'armée sud-africaine. « La SWAPO, continue M. Tjengavara, rejette toutes les décisions du comité, car elles n'ont pas d'autre but que de diminuer les pressions diplomatiques, à quelques jours de l'expiration de l'indépendance promise par l'ONU à Pretoria pour le 31 août, et d'officialiser l'apartheid », dans la création d'un Etat fédéral.

Délégués métis et noirs, tout comme de nombreux Blancs, semblent espérer un miracle qui viendrait de l'extérieur : par exemple d'une rencontre probable entre M. John Vorster, premier ministre sud-africain, et M. Henry Kissinger, secrétaire d'Etat américain. Et tous espèrent les aides et venues, entre Windhoek et Pretoria, de M. Dirk Mudge, chef de la délégation blanche.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

(1) Métis originaires de la région de Rehoboth, qui se donnent eux-mêmes ce nom.

1976: Larousse achève un chef-d'œuvre qui fera pendant 50 ans l'orgueil de tous les foyers cultivés.



700 cartes, 4.000 dessins, 10.000 photographies, 1.000 auteurs et un ordinateur au service de votre culture.

Découvrez en famille La Grande Encyclopédie Larousse

merveilleusement illustrée en couleurs

Pour que les Français soient les gens les plus cultivés du monde, Larousse a battu tous les records de l'édition.

Larousse a décidé d'engager toute son énergie, toute son expérience et toute sa science dans la réalisation d'une prodigieuse Encyclopédie, entièrement nouvelle, la mesure du savoir des années 80. La seule qui soit entièrement illustrée en couleurs, la plus facile d'accès, car un ordinateur a permis d'obtenir une clarté d'exposition impossible à atteindre jusqu'ici; la plus savante enfin: 1000 universitaires, chercheurs, médecins, ingénieurs, techniciens, nous communiquent le meilleur de leur savoir pour que vous dominiez toutes les questions qui émeuvent la majesté de vos contemporains.

Tout le savoir de demain à votre portée.

La Grande Encyclopédie Larousse présente l'avantage d'être la plus récente. Elle donne la priorité aux faits de civilisation actuels, qui sont les plus difficiles à interpréter, et vous permet de comprendre leur évolution à venir. Grâce à La Grande Encyclopédie, votre savoir et votre culture ne seront jamais « dépassés » par les événements.

La Grande Encyclopédie va multiplier les chances de réussite de vos enfants.


Vos enfants seront fascinés par l'étendue des connaissances auxquelles la Grande Encyclopédie donne accès et par la supériorité qu'elle assure à ses lecteurs: ils auront le goût d'un savoir plus que les autres, et ce livre sera aux sommets du savoir pour un grand rôle dans leur réussite aux examens, leur développement, la réussite de leur vocation.

Alors n'hésitez pas: faites connaissance (ils rejoignent) avec la Grande Encyclopédie, en profitant de cette offre gratuite qui ne vous engage en aucune façon... et qui vous fera passer un excellent moment.

en cadeau

Ce magnifique livre, qui constitue le 21^e volume de la Grande Encyclopédie, vous sera adressé à domicile sans aucune charge, si vous nous renvoyez les plus précieuses de vos collections: il contiendra 400.000 termes! Il est offert gratuitement à tous les souscripteurs.

REPONDER VITE!



Bon pour une documentation gratuite

à renvoyer à la Librairie Larousse

17 rue du Montparnasse 75208 Paris Cedex 06.

J'aimerais examiner sans engagement de ma part votre passionnante documentation de 64 pages avec 72 illustrations en couleurs... et connaître les facilités qui me seront accordées pour l'achat de la Grande Encyclopédie.

Nom _____

Prénom _____

Profession _____

N° _____ Rue _____

Code postal _____

Ville _____

Date _____ Signature _____

A TRAVERS LE MONDE

Etats-Unis

• M. LESTER MADDOX, ancien gouverneur de Géorgie, connu pour ses opinions ségrégationnistes, a été désigné, le vendredi 27 août, par la convention du parti indépendant américain réuni à Chicago comme candidat de ce parti à la présidence des Etats-Unis. M. Maddox qui n'a aucune chance de devancer dans les Etats du Sud. — (Reuter.)

Ethiopie

• LE COMMANDANT TEREKELLE WOLDE, ancien administrateur de la province du Sidamo, a été pendu, samedi 28 août, contre la population. Le commandant Wolde aurait, en février dernier, fait arrêter sans raison, puis fait exécuter cent cinquante-trois personnes afin de « susciter la colère des masses contre la révolution ». — (Reuter, A.F.P.)

Japon

• VERS UN REMANIEMENT MINISTÉRIEL? Selon des sources proches du parti libé-

ral démocrate (P.L.D.), citées par l'agence Reuter, M. Miki a décidé de remanier son gouvernement et de convoquer la Diète en session extraordinaire.

Le premier ministre aurait pris cette décision sur proposition du conseil exécutif du P.L.D. afin de trouver une issue à la crise politique (le Monde des 26 et 28 août).

Pakistan

• M. ABDUL GHAFAR KHAN, dirigeant pakhan, âgé de quatre-vingt-cinq ans, arrêté en 1975 en même temps que plusieurs responsables du parti national avant, sous le régime de son fils, M. Abdoul Wali Khan, lui-même incarcéré, a été libéré, samedi 28 août, en raison de son grand âge. — (Reuter.)

Pérou

• LE GOUVERNEMENT PERUVIEN a décidé, samedi 28 août, de prolonger de trois jours la suspension des parades constitutionnelles. Celle-ci avait été décrétée le 1^{er} juillet, à la suite de manifestations de rue provoquées par la hausse des prix, et avait été renouvelée le 31 juillet.

Thaïlande

• LA FRONTIÈRE ENTRE LE CAMBODGE ET LA THAÏLANDE SERA ROUVERTÉ à partir de lundi 30 août, aux échanges commerciaux. Cette décision, qui fait suite aux pourparlers entre les deux pays engagés ces derniers mois (le Monde du 20 juin), a été prise jeudi 26 août au cours d'une réunion de la commission mixte frontalière.

Vietnam

• UNE CARAVELLE D'AIR FRANCE a fait l'objet, mercredi 28 août, d'une tentative d'attentat à l'aéroport de Saigon. Selon des sources proches de l'ambassade de France à Hanoi, un homme d'origine vietnamienne a menacé de faire sauter l'avion qui assurait le transport des étrangers de Ho-Chi-Minh-Ville (Saigon) à Bangkok parce qu'il n'avait pas obtenu les papiers nécessaires pour entrer en Thaïlande avec lui. Cependant, après avoir laissé débarquer les passagers et l'équipage, il se serait suicidé avec l'une de ses grenades. Selon d'autres sources, à Bangkok, il aurait été abattu par la police vietnamienne.

Le C.D.S. estime qu'il a plus perdu que gagné au changement d'équipe

THOMAS FERENCZI.

LES CONSÉQUENCES DE LA SÉCHERESSE

LOURDEMENT ENDETTÉS ENVERS LES NATIONS CAPITALISTES

un niveau normal, les consommateurs d'électricité risquent de connaître un hiver difficile, en raison de la baisse de niveau des réservoirs de barrage, qui sont traditionnellement utilisés pour répondre aux pointes de consommation de cette saison.

A cette question, les dirigeants d'E.D.F. répondent avec une grande prudence : « Nous sommes en mesure de fournir quotidiennement 23 500 MW, en ce début de semaine. A ce moment de l'année, la consommation de pointe, qui n'est guère facile à prévoir, devrait varier, selon nos estimations, entre 23 500 et 25 000 MW. Si la consommation est de 23 600 MW, nous passons, de justesse, mais nous passons. »

« Si elle est supérieure, nous pensons faire appel au réservoir de barrage, et acheter du courant à l'étranger. Bref nous devrions être en mesure de faire face aux besoins. A moins, bien sûr, que des incidents imprévisibles ne nous contraignent à arrêter certaines unités de production ».

bon, au fuel, ou centrales nucléaires). Or il n'a pas été possible d'utiliser au maximum ces installations, car, pour éviter un réchauffement excessif des flueaux, une réglementation contraind l'E.D.F. à surveiller attentivement la température de l'eau qu'elle utilise pour refroidir ses centrales, avant de la rejeter. En cas des installations la température ne doit pas dépasser 30 degrés. Le débit des flueaux étant précisément faible et la température ambiante élevée, la chaleur de l'eau s'est vite accrue. Par crainte de dépasser les limites tolérées, l'E.D.F. a dû renoncer à utiliser au maximum le potentiel de ses centrales thermiques.

bon, au fuel, ou centrales nucléaires). Or il n'a pas été possible d'utiliser au maximum ces installations, car, pour éviter un réchauffement excessif des flueves, une réglementation contraint l'E.D.F. à surveiller attentivement la température de l'eau qu'elle utilise pour refroidir ses centrales, avant de la rejeter. En aval des installations la température ne doit pas dépasser 30 degrés. Le débit des flueves étant présentement faible et la température ambiante élevée, la chaleur de l'eau s'est vite acérée. Par crainte de dépasser les limites tolérées, l'E.D.F. a dû renoncer à utiliser au maximum le potentiel de ses centrales thermiques.

L'établissement public paie une prime au gigantisme. Il y a dix ans, lorsque les unités de production n'étaient pas aussi importantes ni aussi concentrées, un tel problème ne se serait pas posé.

Septembre sera donc un cap difficile à franchir. Et après ? « Nous devrions bénéficier d'une baisse de la température », espère-t-on à E.D.F. Est-ce à dire que, septembre passé, tout reviendra à la normale ? Non. On redoute l'hiver à E.D.F. La faible hydrauflicité, outre les conséquences déjà évoquées, a entraîné une chute brutale du taux de remplissage des réservoirs de barrages. De surcroît ces réservoirs ont été utilisés ces derniers mois au maximum par ceux qui

La situation est d'autant plus préoccupante qu'il est traditionnellement fait appel à ces réserves pour faire face aux points de consommation qui se produisent.

Les profits des entre-

Les profits des entreprises ont-ils augmenté ou à baisser en France ? L'INSEE, concluant une série de savants sur le sujet, tranchait nettement : « depuis vingt ans, disait l'institut, une dancielle du taux de profit; cette baisse freinée jusqu'en 1972, grâce à l'allég-

NOTONS tout de suite, pour écarter les explications simplistes, qu'il ne s'agit pas d'une question d'époque. Les deux études portent sur la long terme : 1955-1973 pour l'INSEE ; 1959-1972 pour la Caisse des marchés, deux périodes assez comparables, dont l'évaluation est passée au peigne fin sous l'angle du profit. De plus, l'un et l'autre travaux excellent l'année terrible : que fut, pour l'économie française, et en particulier les profits, l'année 1975.

Situation pénible pour un service public. « Il est trop facile d'invoquer la sécheresse », affirmait la fédération C.G.T. de l'énergie dans une conférence de presse tenue en juin. Pour le C.G.T., l'EDF, pale l'insuffisance de ses investissements dans le secteur de la production, du transport et de l'entretien. « La responsabilité de cette situation incombe au gouvernement », réaffirmait la centrale syndicale dans un communiqué récent.

Le fait que nous ayons, jusqu'à présent, passé la crise sans procéder à des coupures, semble indiquer que notre équipement est normal. L'insuffisance de nos équipes d'entretien ? Les statistiques de l'Union pour la coordination de la production et du transport de l'électricité en Europe (U.C.P.T.E.) (1) - ne nous sont pas défavorables. En 1974, le taux d'indisponibilité des matériels de 100 à 200 MW (provoqués par des pannes ou des réparations) était de 15,5 % en moyenne pour les pays de l'U.C.P.T.E. de 15,1 % pour la France. Pour des matériels de 200 à 400 MW, il était de 17,7 % pour la France, contre 18,9 % dans l'ensemble. Enfin pour les matériels de plus de 400 MW, ce taux était de 25,5 % pour la France contre la moyenne de 24,4 % ».

PHILIPPE LABARDE.

(1) L'U.C.P.T.E. regroupe la Belgique, les Pays-Bas, le Luxembourg, l'Italie, la France, l'Allemagne fédérale, la Suisse et l'Autriche.

Prises françaises ont

Les milieux d'affaires américains ont trouvé depuis plusieurs mois un nouveau sujet de discussion, qui, pour certains, est aussi un sujet d'inquiétude. Ni les comptes d'exploitation ni les bénéfices ne sont en cause mais bien la solvabilité de ces clients aux appétits démesurés que sont devenus les pays communistes.

PAIERONT-ILS, et comment ? Les milieux d'affaires se posent d'autant plus fréquemment ce genre de questions terre à terre que l'appréciation de l'endettement des pays communistes relève plus de l'enquête *Financial Times* (3), soit deux fois plus qu'en 1974. On estime que ces emprunts ont représenté presque 12 % de la totalité des prêts contractés en euros-dollars l'année dernière ; cette année, la proportion pourrait atteindre 14 %.

David Lascelles, qui doit publier dans quelques semaines un ouvrage consacré à ces pays du Commonwealth, écrit que l'actuel écart des nations à commerce planifié a atteint, fin 1975, la coquette somme de 31 milliards de dollars, soit vingt mots d'exportation (2). Selon cet auteur anglais, le pays le plus endetté serait - de loin - l'Union soviétique, avec 13 milliards de dollars, suivi par la Pologne (6 milliards de dollars) et l'Allemagne de l'Est (3,5 mil-

l'eturodal et la modestie des échanges Est-Ouest, qui ne représentent que 5 % du commerce global des pays de l'O.C.D.E.

Autre sujet d'inquiétude pour les pays occidentaux : les demandes de crédits de l'Etat, qu'adressent traditionnellement à leurs gouvernements les pays capitalistes, dès qu'un contrat est négocié, sont presque toujours assorties d'une demande de taux d'intérêt réduits. C'est une habitude vis-à-vis de laquelle des pays comme la France et la Grande-

peut-être tourné.

ALAIN VERNHOLES.
(Lire la suite page 14.)

(1) Ce déficit de 6,9 milliards concerne le commerce de 1986 avec les six principaux pays industrialisés de l'O.C.D.E. Avec ceux de la zone industrielle, le déficit est de 10,5 milliards. Le déficit du commerce de 1986 est élevé à 17,9 milliards de francs.

(2) Si l'on compare l'endettement des pays du Commerce à la totalité de leurs exportations, on obtient :

ils tendance à baisser ou à augmenter ?

(Lire la suite page 14.

(1) Ce déficit de 6,9 milliards concerne le commerce de l'Etat avec ses principaux pays industrialisés de l'O.C.D.E. Avec l'ensemble des pays industrialisés, le déséquilibre commercial de l'Etat s'est élevé à 7,5 milliards de dollars en 1976. (2) Les dépenses de l'Etat s'élèvent dans les pays du Commerce à la totalité de leurs exportations (17,9 milliards de dollars par an). Ces chiffres concernent évidemment les dépenses de l'Etat en matière de dépenses capitalistes, et non les seuls six pays cités dans le tableau de la page 14.

(3) *Financial Times* du 29 juillet 1976.

(4) Les emprunts de l'Etat indonésien public indonésien, empruntés massivement sur le marché de l'« asian-dollar », l'Etat indonésien a converti ses dettes massives tirées de la dette (le *Kredit* date 18-19 et 20 mai 1976).

Les profits des entreprises ont-ils tendance à augmenter ou à baisser en France ? Il y a un an, l'INSEE, conduisant une série de savantes études sur le sujet, tranchait nettement : on constate depuis vingt ans, disait l'institut, une baisse tendancielle du taux de profit; cette baisse a pu être freinée jusqu'en 1972, grâce à l'allègement de la fiscalité sur les firmes et à l'augmentation des subventions publiques qui leur sont allouées; depuis 1972, la baisse existe même après impôt (1).

La cause semblait entendue, pour la plus grande satisfaction des économistes marxistes dont une des principales affirmations de doctrine se trouvait ainsi confirmée. Or voici que la non moins officielle Caisse nationale des marchés de l'Etat porte un jugement contraire, au terme d'une solide étude statistique : les profits dans l'industrie française ont tendance à augmenter, et souvent plutôt deux fois qu'une. Comment s'expliquent ces divergences et peut-on départager les concurrents ?

NOTIONS puis de suite, pour écarter les explications simplistes, qu'il ne s'agit pas d'une question d'époque, mais d'un état de la monnaie : 1955-1973 pour l'INSEE; 1959-1972 pour la Caisse des marchés, périodes assez comparables, dont l'évolution est assez voisine, enfin ceux du profit. De plus, l'un et l'autre permettent de situer chaque industrie à son niveau dans l'échelle française du profit, selon qu'elle en réalise, bon ou mal, au cours de la période choisie. On a aussi pu, en 1974, sur un échantillon de 100 entreprises, faire un essai peu d'étude de l'évolution des indicateurs annuels durant treize ans fait passer de la photographie au cinéma : dans les branches le taux pondéré du profit baisse, dans telle autre il est stable, ailleurs il augmente lentement ou très vite.

C'est l'ensemble de ces séries d'indications recueillies par la Caisse des marchés selon cette méthode qui est illustré par le palmarès ci-contre.

On ne résumera les enseignements en trois points :

- Le taux de profit est d'autant

[illegible]

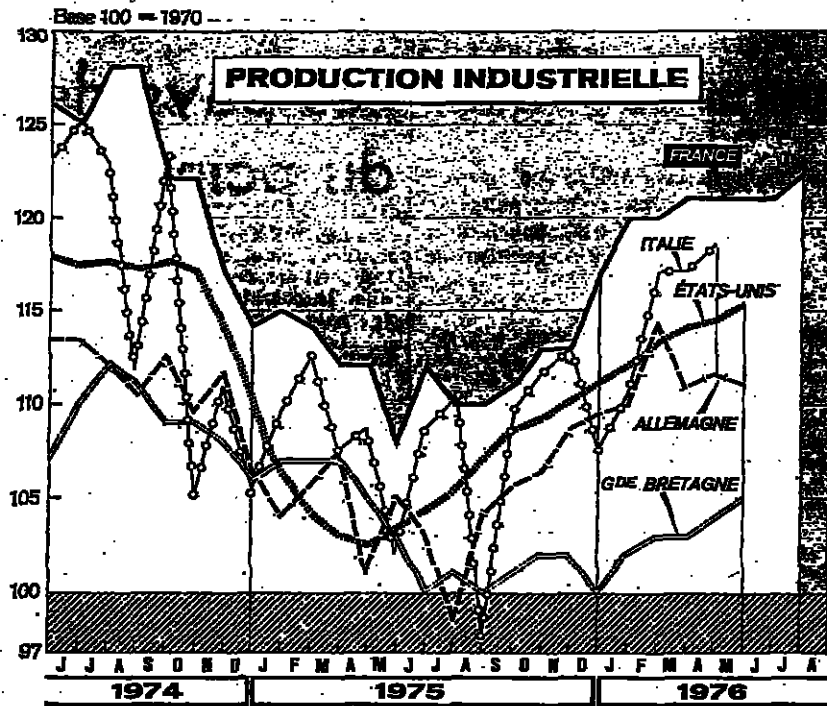
(1) L'Année économique et sociale 1985 p. 10 F (le Monde).

(1) *L'Année économique et sociale 1975*
86 p. 10 F (le Monde).

LE DOSSIER

• CE QUI VA MIEUX

La production industrielle comble son retard



Après la chute brutale de 1974-1975, due aussi bien aux effets de la récession mondiale qu'au plan de « refroidissement » de M. Fourcade et à la volonté des chefs d'entreprise d'évacuer en priorité les stocks excessifs qu'ils avaient accumulés au premier semestre 1974, la production industrielle française comble depuis quinze mois un lourd handicap. Elle n'y est pas encore complètement parvenue, le graphique le montre, contrairement aux promesses faites au printemps par le président de la République. Il apparaît d'ailleurs qu'après une reprise franche et rapide au second semestre 1975 et durant les premiers mois de cette année la cadence tend à se ralentir : 17 % seulement de progrès entre janvier et juin. L'essoufflement des industries d'équipement — après le « boom » des investissements de décembre-janvier, provoqué par la détente fiscale — compense, en effet, en partie, le dynamisme des secteurs produisant des biens de consommation.

À l'étranger, l'Allemagne fédérale a pratiquement retrouvé son activité industrielle de l'été 1974 ; les États-Unis, dont la reprise ne faiblit pas, approchent de leur record. En revanche, les deux « canons » de la classe occidentale sont encore assez loin de leurs performances d'antan : l'Italie, de quelque 4 %, et la Grande-Bretagne, d'à peu près autant.

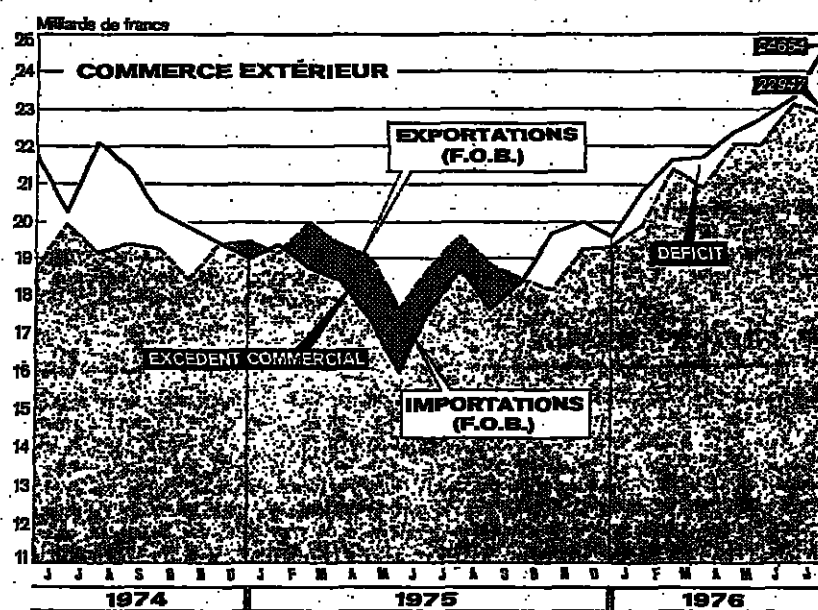
• CE QUI S'EST AGGRAVÉ

Le déficit commercial est revenu

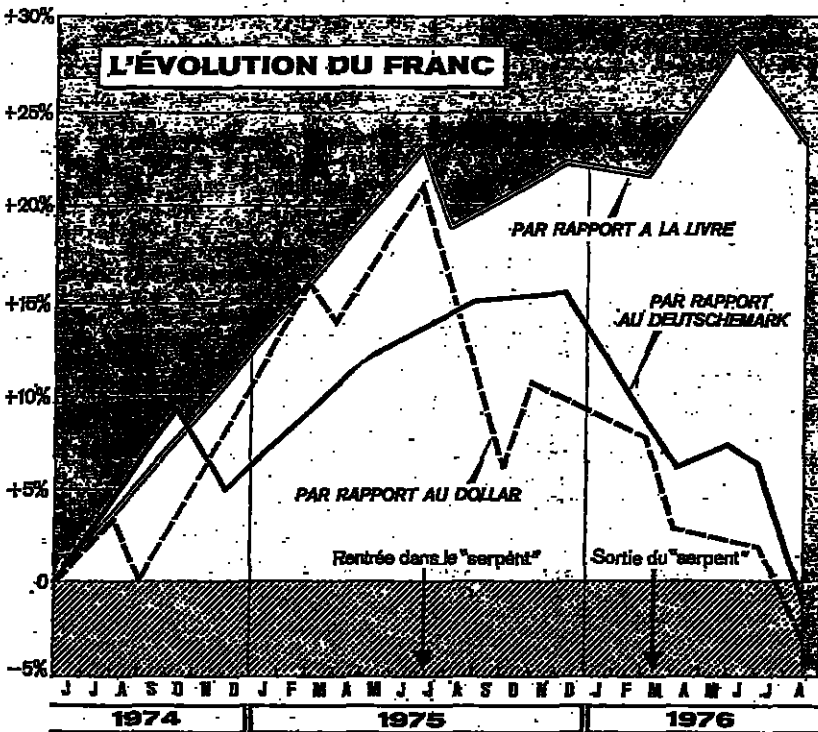
Lorsque M. Chirac est nommé chef du gouvernement, le 29 mai 1974, le commerce extérieur de la France est largement déficitaire : les exportations ne couvrent les importations qu'à concurrence de 90 à 92 %, du fait notamment de l'envolée du pétrole. La chute brutale de la production industrielle à l'automne 1974 (- 4,7 % en septembre) fait s'effondrer les achats de la France pendant que ses ventes, elles, restent à un haut niveau : l'équilibre commercial réapparaît dès la fin de l'année, à l'étonnement des plus optimistes.

Le retour du balancier, à partir de juin 1975, produit fort logiquement l'effet inverse : les importations reprennent (+10,8 % au cours de ce seul

mois), et le déficit recommence dès octobre. Fort heureusement, les ventes françaises à l'étranger qui, tout au long de la crise, se sont remarquablement maintenues (même mieux même que celles de l'Allemagne de l'Ouest, pour l'instant grand pays exportateur), croissent, elles aussi, à partir de la fin de l'année. De sorte que, malgré de coûteuses importations de pétrole, le déficit de la balance commerciale est resté modéré et avait même tendance à se réduire les derniers mois (900 millions de francs en moyenne mensuelle au dernier trimestre 1975, 700 au premier trimestre 1976, 400 au second), jusqu'à ce que le mois de juillet enregistre une brutale accélération : 1 700 millions de francs en un mois, 1 700 millions de déficit en un



Le franc est aussi faible qu'à la fin de la campagne électorale de 1974



Trois pour cent de baisse du franc en vingt-sept mois vis-à-vis du dollar, 1 % de baisse envers le Deutschmark, 23 % de hausse vis-à-vis de la livre sterling : le bilan du gouvernement de M. Chirac concernant les changes peut sembler satisfaisant. En fait, il l'est beaucoup moins qu'il n'y paraît. Le franc, au terme de la campagne électorale de mai 1974, était fort déprécié, conséquence des craintes d'une partie de l'opinion, étrangère notamment : le dollar valait 4,86 F, le D.M. près de 2 francs. L'élection de M. Giscard d'Estaing provoqua un redressement immédiat, d'autant plus brutal que le franc approchait à beaucoup d'opérateurs « surcote ». La reprise se poursuivit jusqu'en mai 1975, favorisée par le ralentissement de l'inflation qui semblait se dessiner et les ventes de devises empruntées par les entreprises à l'étranger. La hausse par rapport au dollar est d'autant plus marquée que celui-ci baissait fortement : en mai 1975, le dollar ne valait plus à Paris qu'à 4,07 F, le D.M. 1,723 F.

C'est le moment que choisit le gouvernement pour annoncer la prochaine rentrée du franc dans le « serpent » européen, abandonné en janvier 1974 ; la route s'effectue le 10 juillet. La décision gouvernementale est accueillie favorablement par les milieux spécialisés, qui considèrent que ce retour est prématuré. Les faits leur donnent raison.

Le franc, qui baissait vis-à-vis d'un dollar qui se redresse, se comporte honorablement au début dans le « serpent », mais les choses se gâtent vers la fin de l'année : la devise française s'affaiblit et figure bientôt parmi les monnaies les

plus faibles du « serpent ». Une première attaque contre le franc a lieu en janvier 1976, lorsque la cotation de la livre est suspendue. La Banque de France intervient pour calmer le jeu. Mais en mars, la baisse de la livre admet, les attaques reprennent. La Banque de France jette des milliards de francs dans la bataille. Petite perdue ; le 15 mars, le gouvernement jette l'éponge : le franc quitte de nouveau le « serpent ».

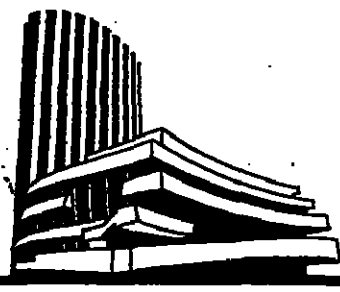
Une accalmie se produit, jusqu'en juillet. La chute du franc va se précipiter alors, en dépit du reboisement du taux de l'argent par la Banque de France, qui se refuse à intervenir sur les marchés des changes. Le 13 août le dollar vaut plus de 5 francs à Paris, le D.M. près de 2 francs. Le franc est redevenu aussi faible qu'à la fin de la campagne électorale de 1974.

M. Barre, qui bénéficie de la confiance des milieux financiers, réussira-t-il mieux ?

Édité par la S.A.R.L. Le Monde.
Gérant : Jacques Fauriol, directeur de la publication.
Imprimerie : O.D. 1976
Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.
Commission nationale des journaux et publications : n° 3747.

Si vous rencontrez ensemble :
Cardin, Lanvin, Lancel, Courrèges, Lapidus, Aldebert...
vous êtes dans la rue des Boutiques de Paris

Et vous êtes bien, vous êtes en bonne compagnie. La rue des Boutiques de Paris réunit ce qui se fait de mieux à Paris : Edouard VII, Feraud, Laroche, Jean Lemièrre, Harvard, Pèpin... La liste serait trop longue. 70 boutiques raffinées, sophistiquées. Vêtements, parfums, bijoux, cadeaux, objets d'art



Rue des Boutiques de Paris
Palais des Congrès - Porte Maillot

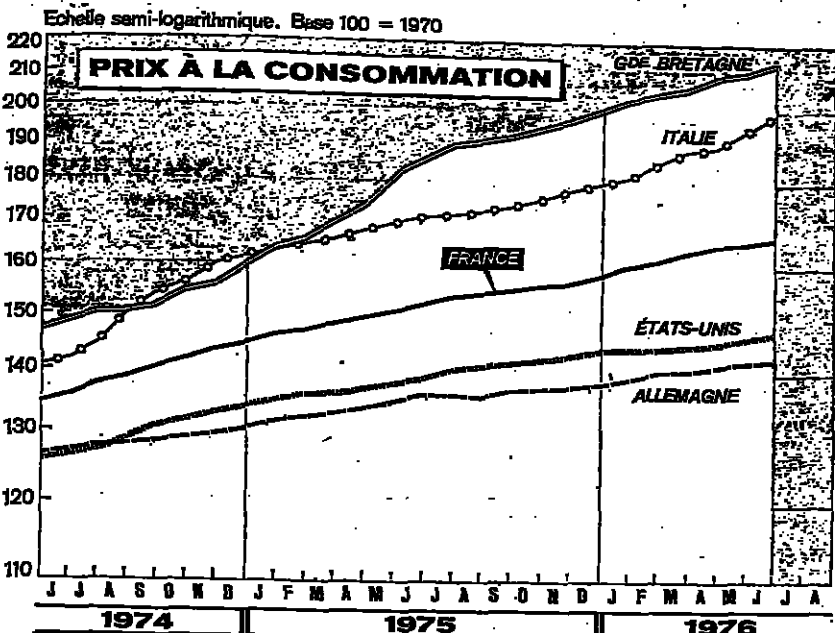
Métro Porte Maillot. Parking 1.500 places.

rassemblés dans une même rue pour votre plaisir. Cette rue vous propose des restaurants, un night-club, salons de coiffure, banque, agences de voyages, optique... pour que votre confort soit idéal. Venez rue des Boutiques de Paris choisir ce que Paris fait de mieux.

QUI ATTEND M. RAYMOND BARRE

CE QUI INQUIÈTE

La persistance de l'inflation



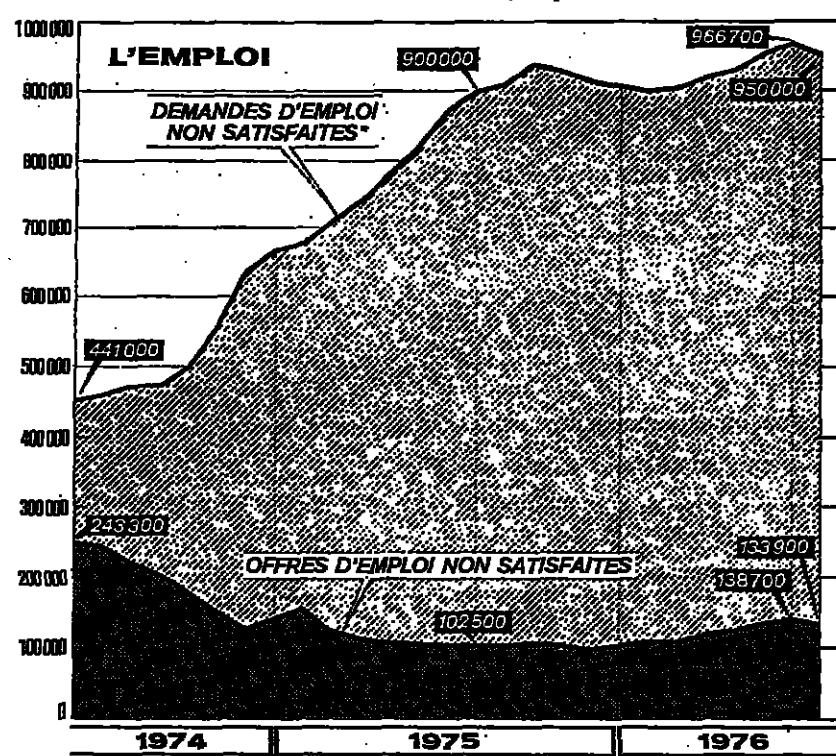
A la fin de 1975, avait promis M. Fourcade en lançant le plan de « refroidissement de l'inflation », la hausse des prix sera ramenée à 0,5 % par mois en France, soit 6,2 % par an. Elle sera, en fait, cette année supérieure de moitié et proche de 10 %. Ce qui est le plus inquiétant, d'ailleurs, c'est que le taux d'inflation, qui avait eu tendance à diminuer pendant dix-huit mois, semble s'être à peu près stabilisé depuis le début de l'année, les hausses des tarifs de services compensant le ralentissement des augmentations de denrées alimentaires ou de produits industriels. La persistance du chômage, liée notamment à l'insuffisante activité industrielle, n'a donc même pas, pour la nation, l'avantage d'enrayer l'inflation. C'est que — M. Barre l'a toujours déclaré — l'inflation n'a pas que des causes conjoncturelles, mais des motifs structurels.

L'Italie et la Grande-Bretagne ont à soigner, il est vrai, un mal pire encore. Mais ce n'est qu'une piètre consolation quand on voit l'Allemagne fédérale et les Etats-Unis parvenir à fuir leur inflation à un taux inférieur de plus de moitié à celui de la nôtre. La solidité du franc ne peut pas ne pas s'en trouver ébranlée, non plus qu'à terme les exportations, donc aussi l'emploi.

La gravité du chômage

Le nombre des demandes d'emploi non satisfaites (en données corrigées des variations saisonnières) a plus que doublé pendant la durée du gouvernement de M. Chirac, alors que les offres d'emploi diminuaient elles de 45 %. Cette évolution n'a rien d'exceptionnel : dans le même temps, le nombre des sans-emploi a été multiplié par deux et demi en Grande-Bretagne ; en un an (juin 1974 à juin 1975) il avait de même augmenté de 118 % en Allemagne fédérale. Seule l'Italie a connu un accroissement du chômage inférieur à 50 % en deux ans.

Le plus dangereux est le maintien de ce haut niveau de chômage en France, malgré la reprise de l'activité économique depuis un an. En Allemagne, le nombre des chômeurs, qui avait atteint 1,3 million au printemps 1975, est retombé à un million ; aux Etats-Unis, où le taux de sans-emploi reste élevé (7,7 % de la population active) on compte également un million de chômeurs de moins qu'au printemps 1975. M. Barre a naguère parlé de « modérer la croissance » ; est-ce possible sans aggraver le chômage ?

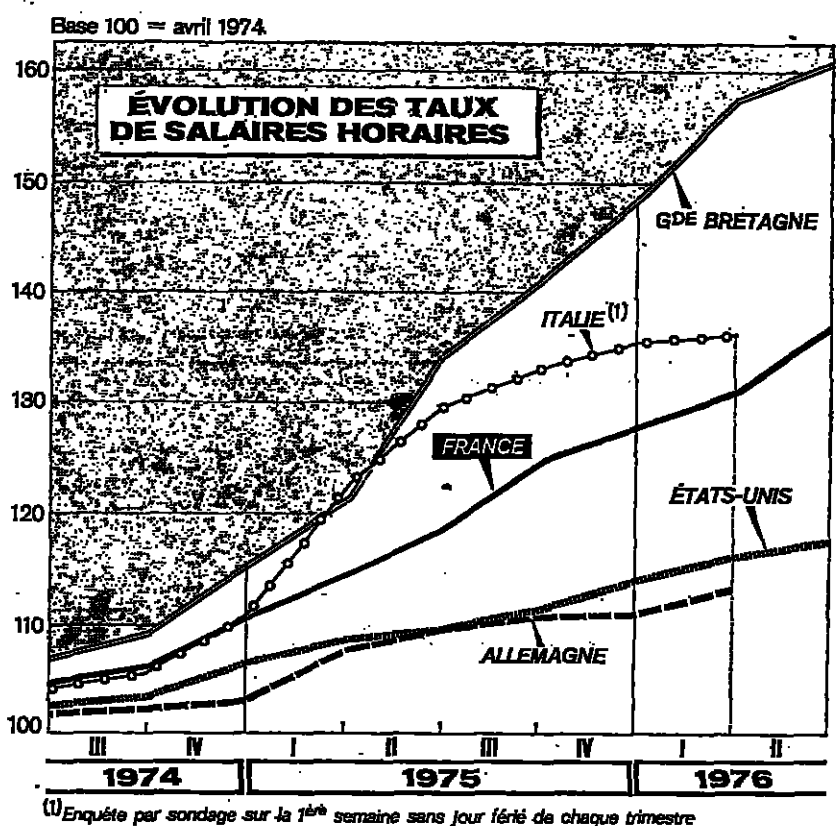


* après correction des variations saisonnières

Une progression des salaires deux fois et demi plus rapide qu'en Allemagne

Les modes d'observation de l'évolution des taux de salaires horaires varient trop d'un pays à l'autre pour que l'on puisse accorder aux chiffres indiqués ici une valeur comparable, d'autant que les taux retenus prennent indûment en compte la baisse sensible de la durée du travail consécutive à la récession de l'activité en 1974-1975. Si l'on s'en tient aux tendances observées sur deux ans, la différence d'évolution est nette entre, d'une part, l'Allemagne et les Etats-Unis, où l'augmentation des salaires est restée modérée, et, d'autre part, la Grande-Bretagne, où les accords de limitation des hausses de salaires signés par les syndicats ne semblent pas avoir encore donné de résultats probants. En France et en Italie, le taux horaire des salaires a progressé près de deux fois et demi plus vite qu'aux Etats-Unis et qu'en Allemagne.

Si l'on tient compte des hausses respectives des prix dans les différents pays (voir ci-dessus), on constate que les salaires français et britanniques ont vu leur pouvoir d'achat horaire augmenter en moyenne de plus de 11 % en deux ans ; la forte diminution de la durée du travail en 1975 a, il est vrai, sérieusement amoindri ce progrès dans les budgets ouvriers. Le pouvoir d'achat des ouvriers américains n'a augmenté, dans le même temps, que de 1,5 % et celui des Allemands de 3,3 %. Il est vrai que le niveau moyen des salaires ouvriers est, dans ces deux pays, supérieur en moyenne de moitié au moins à ce qu'il est en France.



(1) Enquête par sondage sur la 12^{ème} semaine sans jour férié de chaque trimestre

Les profits des entreprises françaises ont-ils tendance à baisser ou à augmenter ?

(Suite de la page 11.)

Un quart (28 %) du total des branches industrielles figure dans le carré des « bons élèves » : profit élevé et en hausse plus ou moins rapide. La proportion des « perdants » est du même ordre : profits médiocres, stables ou en baisse. Le reste comprend un peu plus de secteurs prometteurs (rendement faible mais en progrès) que de branches déclinantes (profits stagnants ou en recul).

Comment s'explique cette répartition dans le paradis du profit ? La Caisse des marchés a recherché diverses corrélations en fonction de l'effort de recherche et de développement des firmes, du poids de leur main-d'œuvre, de leur place sur les marchés étrangers, des protections dont elles bénéficient face aux concurrents extérieurs... Aucun de ces critères ne permet de dégager une causalité significative entre le taux de profit et la situation des entreprises.

S'il apparaît qu'un sérieux effort de recherche est indispensable pour éviter une rentabilité faible, cet effort est loin de suffire à garantir un profit élevé. Une nette corrélation apparaît certes entre les performances à l'exportation et le taux de rentabilité : sur douze secteurs fortement exportateurs, dix se trouvent dans les deux groupes de tête du palmarès (branches « performantes » ou branches « prometteuses »). Mais cela ne permet pas de savoir si ces secteurs réalisent de forts profits en s'attaquant aux marchés extérieurs, ou s'ils se lancent sur ces marchés parce que disposant déjà de profits élevés sur le marché national.

En y regardant bien, le taux de profit et le rendement semblent surtout être fonction du type d'activité industrielle.

On trouve dans le groupe des secteurs à haute performance un peu plus d'industries de biens d'équipement que la moyenne ; en revanche, dans la catégorie des branches en situation difficile, la proportion des industries de biens intermédiaires est moitié plus nombreuse qu'il conviendrait. Le troisième lot, celui des industries fabriquant des biens de consommation, est, lui, surreprésenté dans les groupes à bon niveau de profit, mais en baisse de rentabilité.

Contradictions ?

Tel est pour l'essentiel le bilan de la Caisse des marchés (2). Comment peut s'expliquer les contradictions qu'il présente avec les enquêtes précédentes de l'INSEE sur le même sujet ?

1) Il faut d'abord noter que le champ des branches concernées n'est pas exactement le même. La Caisse a étudié que les industries, alors que l'INSEE avait analysé, en outre, la situation du commerce et des services. Cela ne peut suffire à fausser diamétralement la comparaison, puisque l'institut de la statistique classe la distribution et les services parmi les activités à rentabilité élevée. On pourra d'ailleurs compléter au début de l'an prochain les comparaisons, puisque paraîtront à ce moment les études complémentaires de la Caisse des marchés sur ces branches.

2) La Caisse tient compte uniquement des situations réelles (bénéfices fiscaux), alors que l'INSEE distinguait les cas avant et après impôt. Or, après impôt, l'institut admettait jusqu'en 1972 (terme de l'enquête de la Caisse) une stabilité de la rentabilité des entreprises françaises (la baisse tendancielle existant seulement avant l'imposition et étant comblée, jusqu'en 1972, par l'allègement

de la fiscalité des entreprises et l'augmentation des subventions publiques aux firmes). L'écart entre les deux conclusions est moindre qu'il ne paraît.

3) Enfin l'INSEE a cherché à calculer en francs constants (hausse des prix déduite), alors que la Caisse ne retient que les comptes effectifs des entreprises, c'est-à-dire en francs courants, jugeant arbitraire — et extrêmement délicat à entreprendre, ou même à concevoir — le calcul à inflation nulle. Du coup, les variations de stocks, qui peuvent jouer un rôle capital dans la vie et la comptabilité des firmes — on l'a bien vu lors de la crise récente, — surtout dans les périodes où l'inflation perturbe les cours des matières premières et des produits transformés de base, sont prises en compte très différemment dans les deux études. Et pour des sommes fort importantes, qui pèsent sur le volume des profits recensés.

Cela suffit-il à fausser le résultat final ? A intervenir les places dans les palmarès ? A modifier l'analyse de fond qui peut être faite sur les mutations du capitalisme contemporain ? Ces questions sont trop importantes — fiscales — aussi bien qu'un plan de la théorie économique — pour que les statisticiens officiels ne cherchent pas à leur donner une réponse commune, au lieu de se contenter d'approches particulières. Sur ce sujet comme sur les autres, les citoyens — et pas seulement les économistes ou les professeurs — ont droit à connaître la vérité des faits. Souhaitons que cela devienne possible rapidement.

GILBERT MATHIEU.

(2) L'évolution du taux de profit dans l'industrie française. Caisse des marchés. Bulletin n° 71 (4^{ème} trimestre 1976), 12-14, rue de Gramont, Paris.

ILE A VENDRE

Côte Nord d'Espagne
Clos de Chasse et Pêche.
115.000 m² de surface.

PRIX INTERESSANT

S'adresser à :
« Apartado de Correos 227 »
SAINT-SEBASTIEN (Espagne).

NOTRE Télex

POUR VOS COMMUNICATIONS
Vous nous téléphonez vos messages. Nous les télétransmettons. Vos correspondants nous répondent par télex : nous vous télétransmettons.

Service Télex
345.21.52 + 345.00.28
38, Avenue Daumesnil, 75012 PARIS

Hôtel Sheraton.

Des boutiques, des restaurants, des jardins, entre votre chambre et Montparnasse...

« Le Montparnasse 25 », une table gastronomique dans un décor des « années folles », « Le Corail », un bar feutré où il fait bon s'attarder, « La Ruche », un restaurant à service rapide et permanent (de 7 h. à 23 h.), des chambres vastes et silencieuses dominant Paris (équipées d'un bar, d'un téléphone direct, de chaînes couleur et de programmes de films sur TV), des salles de réceptions et de conférences, 2.500 places de parking.

Confort, calme, détente...
Voilà ce que vous offre l'Hôtel Sheraton, au milieu de ses pelouses et jardins...
... en plein cœur de Montparnasse.

Pour réserver :

260.35.11



Paris-Sheraton Hotel

AVENUE DU MADE - RUE DU COMMANDEANT MOUCOTTE 75015 PARIS

Les pays de l'Est approchent du point de rupture financier

(Suite de la page 11.)

Les pays de l'Est peuvent-ils espérer réduire sensiblement leur déficit ? Pour ce genre de question, c'est s'interroger sur les causes profondes du déséquilibre actuel.

La récession qui a plongé dans le marasme tous les pays occidentaux a eu pour contrepoint de freiner brutalement les achats au Comecon. La Grande-Bretagne, par exemple, submergée par les chaussures importées de Pologne, de Roumanie et de Tchécoslovaquie, a demandé à ces trois pays de limiter leurs ventes. La reprise de l'activité devrait maintenant donner un coup de fouet aux achats des pays capitalistes.

Mais le déséquilibre grandissant des échanges Est-Ouest a des causes plus profondes et plus stables : consommation grandissante ; effort d'équipement ; production agricole insuffisante.

● **Biens de consommation.** — Il est très peu probable que l'appétit de mieux vivre qui se développe dans les pays de l'Est depuis la fin du stalinisme, et plus encore depuis 1970, soit mis en veilleuse, sous prétexte d'économiser des importations. Les grandes manifestations de décembre 1970 en Pologne, provoquées par de fortes hausses de prix, étaient nées du refus de la population de réduire sa consommation. Le départ de M. Gomulka, qui avait suivi, a marqué un tournant politico-économique capital : c'est à partir de cette date que les dirigeants de l'Est ont mieux pris conscience du fait que la

consommation ne pouvait plus être sacrifiée à l'équipement.

Les recettes de « mieux-être, mieux-vivre » n'ont finalement pas été très différentes à l'Est de celles que l'on applique à l'Ouest. On trouve maintenant en R.D.A., en U.R.S.S., en Pologne, un nombre grandissant de voitures, des Fiat notamment ; les jeunes boivent du Coca-Cola et la société Pepsi-Cola, installée en U.R.S.S. depuis 1974, vient d'annoncer qu'elle avait signé à Moscou un accord prévoyant le quadruplement de sa production.

Les experts occidentaux sont convaincus que ces besoins vont croître et embellir au fil des ans. Les familles économisent des sommes considérables dans les pays de l'Est, depuis qu'en 1971 les salaires ont commencé à être augmentés plus rapidement qu'auparavant. Il y a un pouvoir d'achat important non utilisé, qui n'attend que l'occasion pour être dépensé. Ce qui explique, en grande partie, l'inquiétude des banquiers américains : « Comment ces gens vont-ils payer ? »

● **Produits agricoles.** — Les dernières mauvaises récoltes — en U.R.S.S. et en Pologne notamment — s'expliquent sûre-

ment par des conditions climatiques défavorables. Mais les experts occidentaux ne s'en tiennent pas là ; d'autres causes existent qui, selon eux, ne disparaîtront pas de sitôt : mauvaise organisation de la production, difficultés pour trouver des pièces de rechange, transports problématiques, intérêt insuffisant des paysans pour les formules coopératives ou étatiques. Dans ces conditions, soulignent les milieux d'affaires occidentaux, il faut s'attendre, ces prochaines années, que les pays communistes importent à nouveau de grandes quantités de céréales. Et de redire : « Comment paieront-ils ? »

● **Biens d'équipement.** — C'est peut-être sur ce point que les milieux d'affaires occidentaux sont le moins pessimistes. On souligne bien certains excès : surinvestissement, rentabilité douteuse de nombreux équipements, mauvaise coordination. On cite le cas de la Pologne, qui a beaucoup investi dans les télécommunications et aura du mal à vendre les centraux téléphoniques qu'elle va fabriquer. Mais il semble bien que les pays de l'Est aient maintenant pris conscience de ces excès et qu'ils s'efforcent de ralentir leurs achats dans ce domaine.

Paris rejette comme « absurde et déconstruisante » pour les industriels des deux pays.

Les inquiétudes des pays occidentaux auront peut-être la vertu d'alarmer les dirigeants des pays communistes sur le danger qu'il y aurait pour eux de laisser grandir le déficit actuel de leurs échanges avec l'Ouest. A la dernière réunion — en juillet — du Comecon,

l'idée a été retenue de prendre les décisions annuelles de planification après concertation entre les différents pays et non avant. Cela pour éviter des gaspillages ou des surinvestissements, économi-

C'est un bon signe. Sera-ce suffisant pour rassurer des créanciers qui s'impatientent ?

ALAIN VERNHOLE.

LE DÉFICIT DU COMECON ENVERS LES PRINCIPAUX PAYS INDUSTRIALISÉS (*) A TRIPLÉ L'AN DERNIER

	1974 (en millions de dollars)		1975 (en millions de dollars)	
	Exportations	Importations	Exportations	Importations
U.R.S.S.	5 394,4	5 034,2	5 253,5	5 919,3
R.D.A.	286,6	335,3	276,5	403,4
Pologne	1 098,3	2 031,1	1 017,5	3 274,1
Bulgarie	276,3	607,1	246,2	897,5
Roumanie	519,7	1 062,5	521,4	1 214,9
Tchécoslovaquie	1 052,7	1 544,9	1 081,2	1 439,6
Total	10 279,5	12 750,9	10 039,4	17 437
Déficit du Comecon	- 2 471,4		- 6 947,6	

* Le tableau ci-dessus retrace les échanges commerciaux des sept pays européens du Comecon (Conseil d'assistance économique mutuelle) avec six grands pays industrialisés (Etats-Unis, Japon, Allemagne de l'Ouest, France, Grande-Bretagne, Italie). La Mongolie-Extrême depuis 1962 et Cuba depuis 1972 font également partie du Comecon.

On se dispose pour 1976 que de résultats limités aux premiers mois de l'année. Ceux-ci permettent néanmoins — comparés aux résultats des mêmes périodes de 1975 — de constater que le déficit commercial des pays du Comecon vis-à-vis des pays capitalistes n'est pas en voie de réduction. Les chiffres cités ici concernant les Etats-Unis couvrent une période de cinq mois (janvier à mai) ; pour le Japon, les comparaisons sont faites sur trois mois seulement ; pour l'Allemagne fédérale, sur cinq mois (on notera qu'il n'existe pas de statistiques des échanges R.F.A.-R.D.A.) ; pour la France, il s'agit d'échanges sur six mois.

Sans ces réserves, on voit que le déficit moyen mensuel des pays du Comecon européen vis-à-vis de ces quatre grands pays industrialisés s'est accru de 29,3 % au début de 1976, passant de 757,2 millions de dollars à 979,3 millions de dollars. On voit aussi que seules la Bulgarie, la Hongrie et la Roumanie ont tendance à réduire leur déficit.

Les réactions politiques

Aux Etats-Unis, où l'on prend très au sérieux les avertissements de Soljenitsyne... et de la Chine, le débat sur la capacité des pays de l'Est à réduire leur déficit commercial et à payer leurs dettes n'est pas resté affaire d'économistes et de banquiers. Les milieux politiques s'en sont emparés. Certaines personnalités demandent qu'on cesse de renforcer — sans aucun profit — le potentiel industriel et la puissance de pays dont le régime demeure fondamentalement hostile à l'Occident.

La France a adopté, elle, une attitude prudente et modérée. Elle cherche, dans la mesure du possible, à acheter davantage aux pays de l'Est. Cela est vrai notamment pour la Pologne, dont la situation est rendue particulièrement difficile par le gonflement de son commerce avec l'Ouest : 50 % du total en 1975, contre 30 % en 1970. Aussi la France s'efforce-t-elle d'acheter des chaudières, du charbon, du soufre, du cuivre polonais. Mais la compensation stricte des échanges est une idée que

NOUVELLE AGGRAVATION EN 1976 DU DÉSÉQUILIBRE DES ÉCHANGES DES PAYS DE L'EST

(moyennes mensuelles en millions de dollars)

	U.R.S.S.		R.D.A.		Pologne		Tchécoslovaquie		Bulgarie		Hongrie		Roumanie	
	1975	1976	1975	1976	1975	1976	1975	1976	1975	1976	1975	1976	1975	1976
ETATS-UNIS	- 66,6	- 229,5	- 8,3	- 4,4	- 25,3	- 24,7	- 2	- 8,85	- 0,3	- 1,6	- 2,3	- 14,8	- 1,1	- 1,1
JAPON	- 43,5	- 61,4	- 1,5	- 2,2	- 5,3	- 13,2	0,6	0,5	- 2	- 2,5	- 5,7	- 13,6	- 1,9	- 1,9
ALLEMAGNE FEDER.	- 131,4	- 85,2	-	-	- 19,8	- 54	- 16,2	- 17,3	- 25,6	- 18,8	- 29,2	- 13,7	- 60	- 5,2
FRANCE	- 127,8	- 124,7	+ 13,2	- 29,3	- 27,7	- 132,7	- 27,3	- 21,8	- 49,5	- 23,7	- 37,7	- 13,2	- 12,3	- 12,3
Total	- 369,8	- 509,3	+ 11,7	- 36	- 127,2	- 238,6	- 44,9	- 45,6	- 71,4	- 46,9	- 74,2	- 53,3	- 81,6	- 23,3

Médecine

PHARMACIE
• Bacheliers C, D et redoublants
Prép. intensive : math., phys., chimie (120 h., 6 sept.-3 oct.).
• Baccalauréat, concours de soutien
partielle à la Fac., par C.E.T.U.
• Année préparatoire de recyclage pour Bacheliers A et B.
4 CENTRES : Saint-Pères, Nation, Créteil
CEPES
Groupement libre de Professeurs
57, rue Charles-Lafitte, 92-NEUILLY
722-94-94 ou 745-05-19.

Sofitel Jacques Borel Marseille Vieux Port.

Un grand hôtel pour un grand site.

Le 1^{er} septembre, dans l'un des plus beaux et des plus célèbres sites du monde, l'hôtel Sofitel Jacques Borel Marseille Vieux Port ouvre ses portes.

La vue exceptionnelle sur le Vieux Port, sa conception architecturale très adaptée au cadre, sa décoration et son ambiance méditerranéennes, ses deux restaurants, ses bars, sa piscine découverte, son patio, ses boutiques, ses chambres avec terrasse donnant sur le Vieux Port ou sur les jardins du Pharo en font un lieu de rencontre privilégié, au centre de Marseille.

Ses salles de réunions et de réceptions, son équipement en matériel audiovisuel, son organisation, son garage, ses services en font un lieu de travail et de détente idéal.

Sofitel Jacques Borel Marseille Vieux Port et Sofitel Jacques Borel Marseille Aéroport : 2 hôtels 4 étoiles pour répondre à tous les besoins de ceux qui s'arrêtent à Marseille.



Réception centrale Paris
Tél. 657.11.63
Téléc. 200.432

Réception dans tous les
Sofitel Jacques Borel
ou chez votre agent de voyages.

Sofitel Jacques Borel
Marseille Vieux Port
101 Charles Léon, 13007 Marseille
Tél. (01) 82.60.19 Téléc. 401.370

Sofitel Jacques Borel
Marseille Aéroport
18723 Marseilles
Tél. (01) 86.91.09 Téléc. 401.980



Vue de l'hôtel Sofitel Jacques Borel Marseille Vieux Port

هكذا من الأنجل

Le devoir de vacances de...

INSTITUT DU ROSENBERG, CH-1000

ORUP OFFICE UNIVERSITAIRE
OFFRE DE SITUATION
RESERVEE A DES ETUDIANTS
URGENT

SON CHEF D'AGENCE A LIAISON

SES CHEFS DE CENTRE
NANCY et RENNES

SES CHEFS DE CENTRE
AVIGNON, NANCY, RENNES

OFFICE UNIVERSITAIRE

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
Offres d'emploi Placards encadrés	36,00	42,03
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,99

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
Achat-Vente-Location	26,00	30,35
EXCLUSIVITES	32,00	37,35
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19
(chaque mercredi et chaque vendredi)		



emplois régionaux

TEXAS INSTRUMENTS FRANCE
Recherche pour son Centre d'Etude, de Recherche et de Fabrication de **VILLENEUVE-LOUBET (près de NICE)**
DES INGENIEURS
pour occuper les fonctions :
1) **INGENIEURS DE PRODUITS**
Chargés de la promotion d'une famille de produits. Ils auront à fournir aux ingénieurs de vente l'assistance technique et commerciale nécessaire au développement des ventes de ces produits ; ils auront à l'égard de la charge d'élaborer les stratégies commerciales.
Les candidats devront être électroniciens ; un complément de formation commerciale serait apprécié.
2) **INGENIEUR DE FABRICATION**
Chargé de la mise au point, de l'amélioration et du suivi des procédés de fabrication d'une ligne de produits.
Les candidats devront avoir une formation de généraliste (A. et M. ou équivalent) avec option électronique ou ayant acquis une spécialité électronique par la suite.
Pour ces deux types de postes, des connaissances en anglais sont nécessaires.
Un à deux ans d'expérience souhaitée, mais les candidatures des débutants ne seront pas écartées.
Ecrire avec C.V., présent, et date de disponibilité sous réf. S.C.M. 30/8/76 - 61 à Mme LE GUET, T.I.P. - Boite Postale 5 - 06870 Villeneuve-Loubet.

ENTREPRISE DE CONSTRUCTION DE MATERIEL ELECTRIQUE
recherche
pour l'une de ses usines 150 km Sud-Ouest Paris
proximité ville universitaire
2 INGENIEURS A.M., E.N.S.I. ou équivalent
- Un responsable ordonnancement.
Le candidat aura le goût des mécanismes de gestion. Il s'agit d'assurer :
• Le pilotage des flux de production ;
• L'optimisation des stocks.
- Un responsable industrialisation.
Nous recherchons un homme créatif capable d'analyser avec dynamisme une équipe de techniciens de bon niveau. Des connaissances solides en électronique analogique sont indispensables.
Pour ces deux postes, une expérience industrielle de 2 ou 3 ans serait appréciée.
AVANTAGES SOCIAUX - 5 SEMAINES VACANCES FACILITES DE LOGEMENT
Env. C.V. + photo + présentations sous n° 71.887 à CONTESSÉ Publ., 20, av. Opéra, Paris (1^{er}), qui tr.

SOCIÉTÉ LOGABAX
recherche
INGENIEUR COMMERCIAL
ou
ATTACHE COMMERCIAL
CONFIRMÉ sur ordinateur de bureau et mini-systèmes de gestion
Secteur :
DEUX-SEVRES, VENDEE, MAINE-ET-LOIRE.
Adr. C.V., présentations M. PUTENCHET 44 - 1/3 rue Marcel-Sembat - 44049 NANTES.

Société d'Alarme Agrée par Compagnies d'Assurances
cherche pour créer filiales dans villes suivantes :
NANCY - BORDEAUX - MARSEILLE - LYON-TOURS-NANTES-LILLE-ROUEN
HOMME
Dynamique, technique gestionnaire capable de diriger. Si compétent et sérieux possibilité éventuelle de participation.
Envoyer lettre manuscrite avec photo sous n° 4334 à PARFRANCE P.A., 4, rue Robert Esnault 75008 Paris qui transmettra

Clinique Chirurgicale d'Algerie, quartier résidentiel, recherche INFERMIERES D.E. d'Etat, 40 h par sem. - INFERMIERES D.E. de nuit.
Sérieuses référ. Chirurgicales. Bon salaire. Possibilité de logement et de nourriture.
Ecrire en communiquant un numéro de téléphone au : 26, Cours Grandval 20000 ALGERIE
Téléph. : (09) 21-03-10
PROFESSEUR FRANCAIS
rech. par Ets petit effectif, (scolaire expér.) pour classes de 6^e, 5^e et 4^e. Institut Psychopédagogique Saint-Maximin, 62740 Saint-Maximin - Tél. : 455-96-10.
Collège St-Michel, Solennes (97) recherche Prof. Physique, Sciences naturelles et anglaise.
Ecr. avec C.V., photo et prêt. n° 7552, Condesse Publi. 20, av. de l'Opéra, Paris (1^{er}), qui transmettra.
Ets petit effectif recherche :
UN EDUCATEUR
ou **UN STAGIAIRE**
pour encadrer enfants difficiles mais intelligents. Institut Psychopédagogique Saint-Maximin, 62740 Saint-Maximin. Tél. : 455-96-10.
ECONOMAT-GESTION
CONVENT. COLLECTIFS
Env. C.V. à Claireville, 14 bis, r. de Roubaix, 42000 St-Etienne.

offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi

Ingénieur
Assurances 'Bris de Machines'
LANGUE ALLEMANDE INDISPENSABLE
Filiale française de l'un des plus importants groupes d'assurances européens - effectif 200 personnes - nous recherchons un Ingénieur A. et M. ou équival. - 30 ans mini - ayant une bonne culture industrielle (évolution des technologies). Une expérience de quelques années acquise de préférence dans les Bureaux d'Etudes ou au soc. entretien T.N. de sociétés de construction mécanique ou électromécanique - dans une société de contrôle technique - ou ayant participé à l'étude de processus d'investissement dans une grande entreprise.
Ses missions : expertise des sinistres - évaluation technique des risques avec l'assistance des services techniques du groupe.
Formation complémentaire assurée.
Lieu de travail : Paris - Déplacements à prévoir.
séle CEGOS
Adresser lettre man. et CV détaillé à M. CLERE sous réf. 73-359/M - 5416 Cegos, 33 Quai Gallieni 92153 SURESNES - qui s'engage à répondre et garantir une totale discrétion.

Responsable des Services Comptables et Administratifs
40 ans au moins
Paris 100.000 F/en. min.
Société industrielle française - CA 200 M. - 3 unités de production - nous avons une position prépondérante sur notre marché.
Nous mettons en place de nouvelles structures de gestion et recherchons un homme de métier capable d'assurer le regroupement de la comptabilité générale de nos établissements industriels ; harmonisation des plans comptables, coordination avec la comptabilité analytique, élaboration et présentation des bilans, déclarations fiscales...
Ces fonctions sont à créer, elles s'adressent à un excellent praticien de la comptabilité générale, ayant un niveau d'études supérieures, possédant de bonnes connaissances juridiques en Droit des affaires. L'expérience du contrôle de gestion est appréciée.
séle CEGOS
Adresser lettre man. et CV professionnel détaillé sous réf. 71-384/M à R. VERDET - 5416 - CEGOS 33 Quai Gallieni, 92153 SURESNES, qui s'engage à répondre et garantir une totale discrétion.



emplois internationaux

NOUMEA
Notre Organisation, par le sérieux de ses prestations et la compétence de ses ingénieurs, s'est acquis une très grande notoriété dans le secteur Bâtiment et Travaux Publics.
Dans le cadre de notre plan de développement, nous sommes amenés à vous proposer, au sein de notre filiale de Nouvelle-Calédonie un poste
d'ingénieur
Vous aurez à prendre en charge, après une période de formation à nos méthodes, le suivi complet (technique et commercial) des affaires qui vous seront confiées dans le domaine des installations et des équipements (ascenseurs, engins de levage) électriques ;
Vous avez un diplôme d'ingénieur en électricité et/ou génie civil.
Vous avez acquis par une expérience d'au moins cinq années la maîtrise des installations électriques et une bonne connaissance des problèmes de sécurité et de prévention incendie.
Si cette offre vous intéresse, adressez votre candidature, sous la référence 76-108 M. à :
P. CANDES - Service Recrutement & Mouvements
17, place Etienne Perret - 75738 PARIS CEDEX 15
SOCOTEC
quand le contrôle devient service

Rendre "intelligent" l'outil Informatique
Après l'étude et l'analyse du problème client, intervient la "traduction informatique". Il s'agit de concevoir le programme d'application, d'assurer les essais, la formation du personnel utilisateur chez le client, et la maintenance du logiciel.
Nous choisissons nos futurs collaborateurs parmi des
ANALYSTES PROGRAMMEURS
ayant une formation et une expérience complémentaires.
Nous leur demandons, pour pouvoir intervenir sur les ordinateurs de bureau de la classe Audit 7, d'avoir de bonnes connaissances des problèmes de gestion (comptabilité, paie, facturation).
• une expérience pratique d'au moins 2 ans d'Assembleur (IBM ou autres constructeurs) ou de P.L. 1.
Des postes sont à pourvoir à PARIS et Lille.
olivetti
Adresser CV et présentations à Monsieur BASSAN sous référence S.24.OLIVETTI FRANCE Direction du Personnel et des Relations Humaines 91, rue du Faubourg St-Honoré 75008 PARIS.

CLEM CORPORATION
SPÉCIALISÉ DANS LE DOMAINE DE LA DIRECTION ET L'ASSISTANCE TECHNIQUE
DE L'INDUSTRIE PÉTROLIÈRE
recherche pour l'AFRIQUE ÉQUATORIALE
CADRES SUPÉRIEURS DE RAFFINERIE
Minimum 10 ans d'expérience
CHEFS DE QUART RAFFINERIE
CONTREMAITRES
MOUVEMENT PRODUITS
CONTREMAITRES
APPROVISIONNEMENT
MINIMUM 5 ANS D'EXPÉRIENCE
Veuillez envoyer C.V. détaillé au
Directeur du Personnel
20, avenue Général-de-Longueville
B-1150 Bruxelles (Belgique)

CLEM CORPORATION
SPÉCIALISÉ DANS LE DOMAINE DE LA DIRECTION ET L'ASSISTANCE TECHNIQUE
DE L'INDUSTRIE PÉTROLIÈRE
recherche pour l'AFRIQUE
Ingénieurs diplômés
INGENIEURS SECURITE
INGENIEURS GENIE CIVIL
INGENIEURS MECANICIENS
INGENIEURS
INSTALLATIONS PORTUAIRES
INGENIEURS D'AFFAIRES
INGENIEURS CHIMISTES
INGENIEURS PIPING
SPÉCIALISTES TURBINES
MINIMUM 7 ANS D'EXPÉRIENCE
Veuillez envoyer C.V. détaillé au
Directeur du Personnel
20, avenue Général-de-Longueville
B-1150 Bruxelles (Belgique)

ROBINETTE MACKINTOSH
Groupe International de Produits de Chocolaterie et Confiserie
28.000 employés dans le monde entier - Implantés sur le marché français (Suresnes, Nuts, Cluskey Street, After Eight, Maitre, Chocoré, etc.)
recherche
CHEF DE PRODUITS
(65/80.000 F)
qui sera chargé de :
- proposer et assurer l'exécution de la politique marketing pour une gamme de produits
- assurer la gestion des budgets et la réalisation des objectifs de profit
- être l'intermédiaire des agences de publicité et d'études de marché.
Le candidat retenu devra :
- être diplômé d'une Grande Ecole Commerciale ou l'équivalent
- avoir acquis une expérience de 2 ans minimum dans la gestion de produits de grande consommation
- écrire et parler couramment l'anglais.
Il lui est offert de grandes opportunités d'évolution, dans un Groupe ambitieux, l'un des leaders mondiaux de son marché, pratiquant un marketing élaboré.
Adresser C.V., photo et présentations à J. HUBERT ROBINETTE MACKINTOSH - Boite Postale No 12 77420 CHAMPS SUR MARNE.

Un organisme français de coopération technique recherche
INGENIEURS AGRONOMES
pour différents postes en ALGERIE, dans des instituts de technologie agricole.
ILS AURONT POUR MISSION D'APPORTER UNE ASSISTANCE PEDAGOGIQUE AUX ENSEIGNANTS ET AUX RESPONSABLES DE CES ETABLISSEMENTS.
• Ils devront posséder une expérience de la formation et du développement agricole, agricoles si possible outre-mer.
• Les candidats devront être de nationalité française, âgés de 27 ans minimum, dépourvus des obligations militaires.
LE CONTRAT ETABLI PAR LE MINISTERE FRANCAIS DES AFFAIRES ETRANGERES - EST DE 3 ANS, RENOUVELABLE.
Les candidatures, accompagnées d'un C.V. et d'une photo, doivent être adressées à :
quaternaire éducation
34, RUE DE LIEGE - 75008 PARIS, qui est chargé de la sélection des candidats.

INTERNATIONAL PARTNERS
offre OPPORTUNITES EXCEPTIONNELLES à QUAGBOUCOU (Haute-Volta) à
DIPLOMES DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR
Réf. de tr. plan exigées pour candidatures :
Económicas Jurídicas Comptables.
Adr. C.V. et photo récente à INTERNATIONAL PARTNERS (Bureau de Paris), 14, passage Duguesclin, 75005 PARIS.
Cult. cathol. Afrique demande Prof. Math. 1^{re} Cycle. Ecr. n° 7354, « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-8
COME TO ENGLAND au pair
Fait de l'été. Pour plus de détails, écrire à : Au Pair International (Bm), 18 Buechou Road, Brimsdown Park, Poot, Dorset, BH 13 1 LP, Angletarre.
Pour Société de Montage et fabrication Afrique Francophone
DIRECTEUR DES ACHATS ET GESTION DES STOCKS
Expérience dans la branche polie tout en Afrique et poss. Anglais souh. Minimum 40 ans. 110.000 + Indemnités.
Adresser C.V. s/réf. 499 à SWEETS, B.P. 359, 7504 Paris Cedex 09, qui transmettra.

GROUPE INDUSTRIE ELECTRONIQUE
recherche pour son
Secrétariat général
situé dans la REGION PARISIENNE
UN CADRE DEBUTANT pour une carrière de
JURISTE D'ENTREPRISE
LICENCE OU DOCTEUR EN DROIT.
Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et présentations à No 68613 CONTESSÉ Publ., 20, av. Opéra 75004 Paris Cedex 01, q. u.

INGENIEUR CHIMISTE
pour des postes de responsabilité dans les industries chimiques et pétrolières.
Adresser C.V. et photo à J. HUBERT ROBINETTE MACKINTOSH - Boite Postale No 12 77420 CHAMPS SUR MARNE.

RESPONSABLE FABRICATION
pour des postes de responsabilité dans les industries chimiques et pétrolières.
Adresser C.V. et photo à J. HUBERT ROBINETTE MACKINTOSH - Boite Postale No 12 77420 CHAMPS SUR MARNE.

RESPONSABLE FABRICATION COMMERCIAL
pour des postes de responsabilité dans les industries chimiques et pétrolières.
Adresser C.V. et photo à J. HUBERT ROBINETTE MACKINTOSH - Boite Postale No 12 77420 CHAMPS SUR MARNE.

INGENIEUR ELECTRICIEN
pour des postes de responsabilité dans les industries chimiques et pétrolières.
Adresser C.V. et photo à J. HUBERT ROBINETTE MACKINTOSH - Boite Postale No 12 77420 CHAMPS SUR MARNE.

VEECO-LANDBA
pour des postes de responsabilité dans les industries chimiques et pétrolières.
Adresser C.V. et photo à J. HUBERT ROBINETTE MACKINTOSH - Boite Postale No 12 77420 CHAMPS SUR MARNE.

CONTROLLER
pour des postes de responsabilité dans les industries chimiques et pétrolières.
Adresser C.V. et photo à J. HUBERT ROBINETTE MACKINTOSH - Boite Postale No 12 77420 CHAMPS SUR MARNE.

IMPORTANTE STE D'ENGINEERING
pour des postes de responsabilité dans les industries chimiques et pétrolières.
Adresser C.V. et photo à J. HUBERT ROBINETTE MACKINTOSH - Boite Postale No 12 77420 CHAMPS SUR MARNE.

DESSINATEURS EN TUYAUTERIE
pour des postes de responsabilité dans les industries chimiques et pétrolières.
Adresser C.V. et photo à J. HUBERT ROBINETTE MACKINTOSH - Boite Postale No 12 77420 CHAMPS SUR MARNE.

هكذا من الأمل

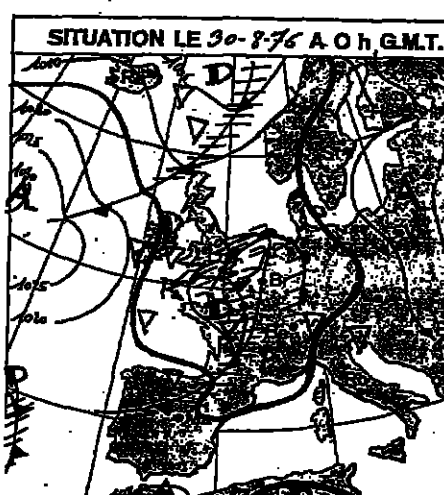
CORRESPONDANCE

La mixité défavorise-t-elle les femmes à l'agrégation de mathématiques ?

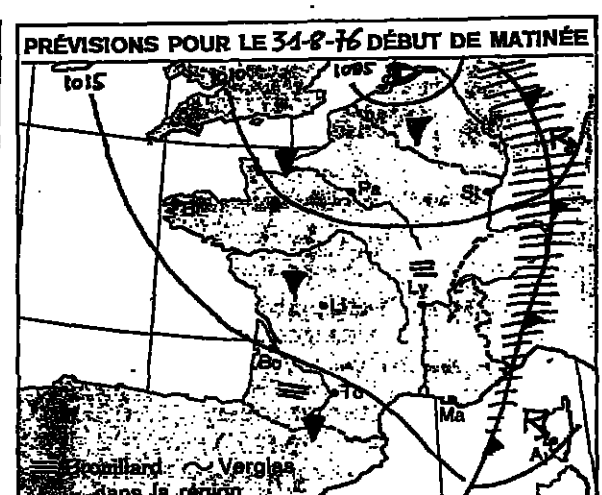
M. Pierre Alliot, de Metz, nous écrit à propos des conséquences inattendues de l'introduction, cette année, de la mixité à l'agrégation de mathématiques :

Je voudrais vous faire part d'une constatation que j'ai faite à la lecture des résultats de l'agrégation de mathématiques, concours 1976 (Le Monde du 3 août 1976). Concours mixte : 217 (hommes, 158, soit 72 % ; femmes, 61, soit 28 %). L'an dernier, il y avait deux concours (agrégation « hommes » et « femmes »). Les résultats ont été : concours masculin, 125 reçus, soit 58 % ; concours féminin, 67 reçus, soit 42 %. Autrement dit, le passage de l'agrégation à la mixité s'est accompagné d'une perte de vingt-six places pour les femmes et d'un gain de trente et une pour les hommes, alors même que l'an dernier les candidats (hommes) classés après le cent vingt-cinquantième n'ont pas été reçus (bien que cent soixante-dix postes aient été mis au concours masculin). Le jury ayant argué de leur niveau insuffisant, il serait faux de croire que cette année les femmes aient été défavorisées par une sorte de discrimination sexuelle. On fait montre d'une érudition mathématique suffisante pour être reçus ! (Le niveau de l'agrégation de mathématiques est à peu près constant, voire en légère baisse).

Seule conclusion possible : le passage à la mixité a été réalisé avec le dessein de défavoriser les femmes, et il a eu pour effet de faire reculer des candidats qui, au dire du jury de 1975, n'auraient pas « mérité » de figurer sur les listes des reçus (je mets l'accent sur guillemets, car je trouve que les candidats qui n'ont pas été reçus jusqu'au bout du nombre de postes mis au concours).



SITUATION LE 30-8-76 A.O.H.G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 31-8-76 DÉBUT DE MATINÉE

Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ 2/3 de mm)
Zone de pluie ou neige / averse / orages / Sens de la marche des fronts

Évolution probable du temps en France entre le jeudi 30 août à 0 heure et le vendredi 31 août à 0 heure :

Notre pays restera sous l'influence d'un front dépressionnaire qui persistera de la mer de Norvège à la Méditerranée.

Mardi 31 août, le ciel sera variable avec alternance d'éclaircies et de nuages. On notera des brumes et des brouillards assez nombreux au lever du jour, en particulier dans le Sud-Ouest, le Centre et le Nord-Est. Des averses ou des orages auront lieu au cours de la journée dans la plupart des régions. Les éclaircies qui apparaîtront temporairement deviendront parfois plus belles près du golfe du Lion, où le vent s'orientera au nord-ouest et se renforcera un peu. Les températures subiront peu de changement.

Lundi 30 août, à 0 heure, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1005,5 millibars, soit 757,1 millibars de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 29 août ; le second, le minimum de la nuit du 29 au 30) : Ajaccio, 28 et 18 degrés ; Biarritz, 27 et 15 ; Bordeaux, 28 et 14 ; Evry, 21 et 12 ; Caen, 12 (minimum) ; Cherbourg, 18 et 12 ; Clermont-Ferrand, 24 et 15 ; Dijon, 19 et 15 ; Grenoble, 18 et 12 ; Lille, 23 et 15 ; Lyon, 20 et 15 ; Marseille, 25 et 19 ; Nancy, 23 et 18 ; Nantes, 20 et 12 ; Nice, 20 et 16 ; Paris - Le Bourget, 27 et 18 ; Pau, 27 et 15 ; Perpignan, 28 et 17 ; Rennes, 19 et 11 ; Strasbourg, 22 et 13 ; Tours, 25 et 13 ; Toulouse, 26 et 18 ; Pointe-à-Pitre, 30 et 23.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 20 et 17 degrés ; Amsterdam, 26 et 15 ; Athènes, 30 et 20 ; Berlin, 20 et 17 ; Bonn, 24 et 16 ; Bruxelles, 23 et 16 ; Les Canaries, 30 et 23 ; Copenhague, 23 et 17 ; Genève, 18 et 13 ; Lisbonne, 24 et 16 ; Londres, 21 et 14 ; Madrid, 24 et 15 ; Moscou, 21 et 12 ; New-York, 29 et 17 ; Palma-de-Majorque, 28 et 18 ; Rome, 28 et 22 ; Stockholm, 26 et 14 ; Téhéran, 34 et 23.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1348

1	2	3	4	5	6	7	8	9
I								
II								
III								
IV								
V								
VI								
VII								
VIII								
IX								
X								
XI								

Solution du problème n° 1347

Horizontalement

I. Elles ; Opa. — II. Oul ; Conac. — III. Liste ; Sir. — IV. Eclaircies ; V. Enne. — VI. Eau ; SSE. — VII. Air ; Ul. — VIII. Ru ; Autour. — IX. du-mén. — X. Néri ; NO. — EX. ES ; Saver.

Verticalement

1. Role ; Marina. — 2. Laitre ; Rudez. — 3. Lisérés ; Ur. — 4. Tine ; Amis. — 5. Scènes ; Ue. — 6. Té ; Ue. — 7. Onse ; Etienne. — 8. Faïes ; Ou. — 9. Escarrou.

GUY BROUTY.

MÉDECINE

La réglementation de la publicité pharmaceutique est renforcée

La réglementation de la publicité pharmaceutique vient d'être profondément modifiée par un décret paru au Journal officiel du 29 août, signé de M. Chirac, Mme Veil, M. Fournier, Lacanet, Bonnet, et Anquetin. Ce décret abroge toutes les dispositions inscrites dans les sections I et II du chapitre IV du livre V du code de la santé.

Les nouvelles mesures visent à renforcer le contrôle de la publicité sur les médicaments à la source, c'est-à-dire chez le fabricant, et à la cible, c'est-à-dire au niveau du corps médical et du public.

Parmi les dispositions prises, on retiendra tout d'abord que les deux commissions de contrôle de la publicité existantes sont étouffées et leurs compétences élargies. Y figureront notamment désormais deux représentants des consommateurs, trois scientifiques spécialistes des eaux minérales, des produits diététiques, des produits cosmétiques, trois médecins dont ce qui est nouveau, au moins un omnipraticien et un pharmacologue (au lieu de « marché » de la consommation).

L'article, concernant la publicité auprès des médecins pharmaciens, chirurgiens-dentistes et sages-femmes, est profondément renforcé. En particulier, un visa de publicité est obligatoire, sauf dispense, celle-ci étant délivrée beaucoup moins facilement que précédemment. Ces dispenses pourront être accordées, à l'exception des encarts, aux journaux médicaux inscrits au comité paritaire des publications et agences de presse, c'est-à-dire à la presse médicale qui vit, au moins pour une part, d'abonnements. Il en résulte que les autres publications, fautes notamment dans les périodiques de laboratoire, seront obligatoirement soumises à contrôle et visa ; la publicité par moyens audiovisuels (vidéocassettes notamment) ne souffrira aucune exception.

D'autre part, le « mailing », c'est-à-dire l'expédition par la poste de publicités incontrôlées, est désormais interdit, de même que les primes et avantages matériels directs. Pour ce qui concerne les échantillons médicaux, sauf dérogation en milieu hospitalier contrôlé, leur distribution sera désormais limitée à deux ans après la mise du produit sur le marché.

D'autre part, des dispositions concernant la publicité pour des produits et appareils qui ne sont pas des médicaments, mais qui « sont présentés comme favorisant le diagnostic, la prévention ou le traitement des maladies », sont renforcées. Ce sera notamment le cas des produits d'hygiène, cosmétiques et autres, des eaux minérales, etc., qui devront obtenir obligatoirement un visa de publicité.

Enfin, des améliorations d'étiquetage sont exigées, en particulier l'indication en clair de la date de péremption du médicament et les précautions particulières de conservation.

Ces mesures devraient contribuer à assainir une situation généralement reconnue comme aberrante : certaines laboratoires en avaient déjà appliqué une bonne part sans y être contraints. Elles ne seront néanmoins efficaces que si elles sont réellement appliquées, car le code de la santé comprend déjà, auparavant, un certain nombre de mesures qui, si elles avaient été suivies dans les faits, auraient évité bien des excès.

MEDICINE PHARMACIE

Recyclage Scientifique

Octobre - Juin

Encadrement annuel

parallèle à la Fac.

P.C.E.M. et Pharmacie

Année 1976

Cours par Prof. de Fac.

Groupes de 15 élèves par CHU

IPEC 66 Bd St Michel 693.61.23 693.45.87

Centre Isth Centre

AUTEUIL - TOLBIAC

Institut privé des Sciences et Techniques humaines

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

PRIVÉ DEPUIS 23 ANS

Cours d'entrée à :

HEC-ESSEC

ESCP-ESCAE

PRÉPARATIONS ANNUELLES

CONTINUES

AUTEUIL 6, Av. Jean-Henry 75016 Paris - Tél. 286.52.09

TOLBIAC 33, Av. d'Alsace 75013 Paris - Tél. 336.63.25

HORIZONTALEMENT

I. Il a intérêt à avoir les yeux en face des trous. — II. Mépris par les progressistes ; Me déplacent. — III. Capables d'attaquer. — IV. Frontière. — V. Dureté. — VI. Des genres. — VII. Implication. — VIII. Abréviation. — IX. Quotient. — X. Un mépris sous une forme courtoise ; Compagnes de voyages. — XI. Symbole. — XII. Susceptible de s'enlever. — XIII. Arriva en troisième position ; Épreuve que certains jugent sérieuse.

VERTICALEMENT

1. Chasse les souris ; Dans la main d'un travailleur manuel. — 2. Salubre quand il est pur ; Commande dans toutes les langues. — 3. Se plaindra. — 4. Invité à prêter collectivement ; Fait changer de couleur. — 5. Aime l'eau ; Abréviation. — 6. Avantages quand elles sont civiles ; Fin quand il est petit. — 7. Chasse d'arbitrage (épée) ; D'un auxiliaire ; Longueur d'onde. — 8. Ses coups étaient cuisants ; Suite alphabétique ; Points cardinaux. — 9. Préfixe ; Mû fin des dégradations d'un dévastateur de prairies.

Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du 29 août 1976 :

DES DÉCRETS

● Relatif aux commissions nationales et régionales des institutions sociales et médico-sociales et à la procédure d'examen des projets de création et d'extension des établissements énumérés à l'article 3 de la loi n° 75-535 du 30 juin 1976 ;

● Complétant le décret n° 71-108 du 3 février 1971 instituant une indemnité au bénéfice des professeurs d'enseignement général de collège et des instituteurs en fonctions dans les lycées et collèges agricoles ;

● Modifiant le décret n° 47-233 du 23 janvier 1947 autorisant les ministres à déléguer, par arrêté, leur signature ;

UNE CIRCULAIRE

● Relative aux réquisitions préfectorales en matière d'eau.

Le Monde

Servise des Abonnements

5, rue des Italiens 75421 PARIS - CEDEX 09 C.F.P. 4907-23

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M. et COMMANDES (sans Algérie)

90 F 160 F 232 F 300 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE

165 F 310 F 455 F 580 F

ÉTRANGERS par messagerie

I. - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS - SUISSE

115 F 210 F 307 F 400 F

II. - TUNISIE

125 F 231 F 337 F 440 F

Par voie aérienne tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse déclinés ou provisoires (deux semaines ou plus), nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les monts en espèces en cautions d'imprimerie.

Le REGENCY est une école liée à un hôtel situé face à la mer.

Ouvert toute l'année.

Pas de limite d'âge.

Classes de 9 élèves en moyenne, 7 heures d'études par jour.

Ecole reconnue par le ministère de l'Éducation de Grande-Bretagne.

Examens de Cambridge et Chambre de Commerce de Londres.

Sauna, piscine couverte, discothèque.

REGENCY, RAMSGATE KENT, G.R.

Tél. THANET 512-12 ou Mme BOUILLON 94, rue de la Persévérance 95 EAUBONNE - FRANCE Tél. 959-26-33 en soirée.

ÉTUDES MÉDICALES

● P.C.E.M. 1

● Pharmacie

Sur demande 9-9-26-9

Par correspondance : 6-9-3-10

IPEM 76, rue de la Pompe 75016 PARIS - Tél. 304-12-73.

Le devoir de vacances de Mme le censeur

Dans la cour de récréation, les merronniers vivent au roux, et, dans ce grand lycée parisien, longtemps réservé aux jeunes filles, pour une personne, au moins, les vacances sont bien finies. — Mme le censeur — est rentrée le 15 août : jusqu'au 5 septembre, elle occupera ses journées à mettre sur pied l'emploi du temps de l'établissement.

Ah ! l'emploi du temps, ce casse-tête chinois, ce cauchemar, ce château de cartes de tous les censeurs de France ! Déjà, il n'est rien de plus délicat que la constitution des classes. En seconde, par exemple, Mme le censeur ne savait pas avant le 28 juin quels seraient les effectifs des différentes sections. L'orientation, au sortir de la troisième, est complexe, et les décisions des parents se font attendre. En terminale, ce sont les redoublants qui viennent perturber les prévisions : « On finit par retomber sur ses pieds, explique-t-elle, mais nos calculs s'avèrent plus ou moins justes. »

Après les élèves, les enseignants ajoutent de nouvelles incertitudes : mutations, nominations tardives, départs à la retraite. Plus difficile encore, les exigences des professeurs. Tout le monde a toujours une bonne raison pour ne pas venir le samedi matin. Mme le censeur, en bas âge ou « ben-louars », est exténuée, tous les cas pris individuellement méritent qu'on s'y arrête. « Il faut déjà une grande résistance nerveuse pour faire ce métier : je me sens obligée de ménager mon matériel humain. Mais c'est de la multiplication des cas que naît l'indrogie. Mme le censeur aura beau s'appliquer, elle sait que, le 1^{er} septembre, trois maîtres auxiliaires nommés fin août, et qui doivent assurer six heures de cours « chez elle » et cinq heures dans un autre établissement, viendront une fois encore menacer ce fragile équilibre. Ils auront d'autres engagements ailleurs et devanceront à leur tour exigeants : « Ni le mercredi ni le lundi — ils sont pris dans un autre lycée et ont leurs propres cours de formation. »

Un seul rayon de soleil pour la responsable de l'emploi du temps : les agrégés stagiaires. « Ça, s'exclame-t-elle enthousiasmée, c'est formidable. Ils n'ont qu'une classe et pas d'engagement sur les horaires. »

Mais il y a tous les autres. Alors, par quel bout commencer ? Mme F., dont l'ère mal : tous les ans, à cette époque, le même angolasse l'étreint. « Si on démarre mal, cela ne s'arrange plus. Mais je sais les pièges dans lesquels je ne dois pas tomber. Ainsi, je commence par les sciences physiques, parce que je n'ai qu'une salle. » Dans les vieux établissements, en particulier, il y a souvent plus de classes que de salles, surtout pour les sciences. Ou bien, n'ayant pas les mêmes dimensions, elles ne sont pas toujours utilisables. Il faut y ajouter, pour cet établissement parisien, les laboratoires de langues et le stade, qui n'est libre que deux après-midi pour le lycée.

Comment, dans tout cela, respecter les impératifs pédagogiques : par exemple, que les élèves n'aient pas quatre heures de mathématiques dans une seule matinée ? Ou encore que la gymnastique et le stade n'aient pas lieu le même jour ?

Six heures par jour, armée de sa gomme et de son crayon, Mme le censeur inscrit, barre, permute, déplace, remplace ses professeurs sur une grande feuille blanche. « Je n'ai que mille élèves et, pourtant, je commence avant la fin de mes congés. A ceux qui ont quatre-vingts classes, la mise au point de l'emploi du temps fait perdre au moins quinze jours de vacances. — B. R.

● A l'occasion du XXIX^e Festival international de trompes de chasse des 4 et 5 septembre, la Vénérerie organise un spectacle de nuit avec prologue historique et présentation d'équipages, samedi en soirée. Cette manifestation se déroulera dans le parc du château de Chantilly.

INSTITUT DU ROSENBERG, CH-9000 St-Gall (Suisse)

Höhenweg 60 - Tél. 19-41/71/27 77 77

Internats pour jeunes filles et garçons. - Cours de langue allemande, française, anglaise, italienne, sanctionnés par un diplôme de fin d'études. Section commerciale conduisant à un diplôme et à la maturité. Culture générale. Reprise des classes en automne. Sports d'hiver - Climat rivilant. Renseignements à la direction.

OFFICE UNIVERSITAIRE DE PRESSE

OFFRE DE SITUATION

RESERVEE A DES ETUDIANTS

URGENT

L'OFFICE UNIVERSITAIRE DE PRESSE est responsable de la présence active de grandes publications et maisons d'édition dans le monde universitaire et scolaire.

Il assure ainsi une action permanente de publicité, de promotion et de vente d'ouvrages ou d'abonnements dans les universités et les lycées.

Il recherche, pour compléter sa force de vente :

SON CHEF D'AGENCE A LILLE ET BORDEAUX (à plein temps)

- Il a 25 ans environ et une solide formation supérieure.
- Il est capable d'organiser et maîtriser la structure administrative et commerciale de l'agence, de recruter, diriger et animer une équipe de délégués étudiants salariés.
- Fixe + pourcentage : 50 000 F + annuels.
- Formation complète assurée.

SES CHEFS DE CENTRE A NANCY ET RENNES.

Qui pour une fonction similaire à celle d'un chef d'agence, pourront éventuellement poursuivre leurs études de troisième année en occupant leur poste.

- Fixe + pourcentage : 30 000 F + annuels.

SES CHEFS DE CENTRE A AIX-EN-PROVENCE, AMIENS, BESANCON, BREST, CAEN, MARSEILLE, METZ, NANTES, NICE, ORLÉANS, PAU, PARIS (plusieurs postes), ROUEN, TOURS.

Postes également accessibles à des étudiants poursuivant des études de second cycle.

- Fixe + pourcentage : 20 000 F + annuels.

Il sera répondu à toutes les candidatures - Prise de contact rapide - Stage et entrée en fonctions immédiates après engagement.

Adressez votre candidature (CV + photo) à :

Jeanne JAEGER - Réf. 101 - Service du Recrutement

OFFICE UNIVERSITAIRE DE PRESSE

15, rue Tiphaine - 75015 PARIS

Le Vieux Port grand site.

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
Offres d'emploi "Placards encadrés"	35,00	42,03
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
Achat-Vente-Location	28,00	30,35
EXCLUSIVITES	32,00	37,36
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19
(chaque mercredi et chaque vendredi)		

offres d'emploi

USINES DE BEAUCHAMP (Val-d'Oise)

INGÉNIEUR CHIMISTE

- formation de type ENSI, I.N.S.A., etc.
- débutant ou ayant une première expérience professionnelle d'ingénieur, procédés en industrie chimique,
- bon niveau en anglais très apprécié.

— RÔLE : —

- aide technique à la production,
- suivi des performances techniques
- modifications des références existantes et développement des nouveaux produits en fonction des besoins du marché.

Devant agir en temps que conseiller, l'ingénieur devra faire preuve d'un excellent contact à tous niveaux et d'un sens de la persuasion.

Envoyer C.V. avec photo et prétentions à 3M FRANCE, Service Recrutement, avenue Boule, 95250 BEAUCHAMP.

offres d'emploi

IMPORTANT GROUPE
à activités diversifiées
(tertiaire - Tourisme et services)
recherche

INGÉNIEUR CONSEIL en ORGANISATION

Niveau INGÉNIEUR PRINCIPAL ou CHEF DE PROJETS

- 30 ans minimum.
- Formation Grande Ecole.
- Solides connaissances en gestion et en informatique.
- Capable de contacter à la fois le ziv. de l'entreprise.

Connaissant l'interne au groupe, il aura à étudier, proposer, négocier, mettre en place des solutions nouvelles concernant l'organisation et la gestion des différents secteurs du Groupe.

Une expérience analogue est indispensable.

Lieu de travail : PARIS.

Envoyer C.V. détaillé avec photo sous n° 71.896 à Contesse Publi. 20, av. Opéra, Paris-1^{er} q. tr.

offres d'emploi

L'un des premiers groupes français d'assurances

désirent promouvoir le développement de son activité dans le domaine des risques industriels, recherche :

- **UN INGÉNIEUR**
Grande Ecole
- **UN TECHNICIEN SUPÉRIEUR**
(S.T.B. ou D.U.T.)

Une expérience professionnelle serait appréciée mais n'est pas indispensable.

Ces postes impliquent :
— une grande facilité de communication et le goût des relations avec les entreprises ;
— la capacité d'analyser rapidement des situations souvent complexes et de concrétiser les solutions dégagées.

Lieu de travail : Paris ou région parisienne. Déplacements fréquents.

Adresser C.V., photo et prétentions, n° 70.256, CONTESSÉ Publ. 20, av. Opéra, Paris (1^{er}), qui tr.

offres d'emploi

SOCIÉTÉ DE RÉGIE DE PUBLI-CITÉ DE PRESSE AGRICOLE

recherche

pour un magazine de dimension nationale

UN CHEF DE PUBLICITÉ

Homme de formation supérieure, tourné vers l'action mais aussi vers la réflexion, connaissant bien le monde agricole : le responsable chargé, âgé d'environ 30 ans, aura comme mission de rassembler pour les appliquer les techniques de commercialisation des produits agricoles.

Disposant d'un matériel d'information comparable à celui qui existe en France, le responsable devra contribuer à faire de la Société une unité pilote dans les trois ans à venir. Une disponibilité immédiate serait appréciée.

Envoyer C.V. à INTERDECO, 167, rue de Courcelles, 75017 PARIS, qui transmet.

offres d'emploi

GROUPE IMPORTANT PARIS-MONTPARNAISE

recherche :

CHEF DE SECTION

ou CADRE COMPTABLE

Libre très rapidement.

Le candidat devra connaître la gestion des stocks tant sur le plan analytique que sur le plan informatique. Il devra d'autre part posséder les connaissances nécessaires à la rédaction du bilan.

Une certaine pratique des méthodes de contrôle budgétaire serait appréciée.

Adresser C.V., manuscrit et prétentions n° 71.659, CONTESSÉ Publ. 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, q. tr.

URGENT

JOHN ZING-ARGENTEUIL

recherche

• **PROJETS 1 ET 2**

• **ÉTUDES 2**

Chaudronnerie, tuyauterie-pétrole

Tél. pour R-VS : 982-21-32

Poste 242

Société FRANÇAISE IMPLANTÉE DANS TOUTE L'EUROPE LEADER SUR SON MARCHÉ

recherche :

• **Un RESPONSABLE FABRICATION**

(Approvisionnement, charges, délais, prix de revient, atelier)

Le candidat aura 2 à 3 ans d'expérience et sera

INGÉNIEUR - MÉCANICIEN

• **Un RESPONSABLE PRODUCTION COMMERCIALE**

pour sa Direction Marketing-Communications. (Organisation d'expositions, salons, manifestations, relations publiques)

Le candidat aura 2 à 3 ans d'expérience minimum. Connaissance de l'édition appréciée.

Env. C.V. manuscrit, photo, prétentions, n° 71.857, CONTESSÉ Publ. 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, q. tr.

Marque internationale de produits de soins et d'hygiène

recherche

CHEF DE PRODUIT

ayant plusieurs années d'expérience produits grande consommation/distribution.

Ce poste convient à un cadre doté d'un esprit d'analyse et de synthèse,

qui maîtrise les données marketing (études, panels, gestion produit, politique de prix, promotion, communication)

et qui a déjà l'expérience de la vente et du travail d'agence.

Une formation commerciale supérieure et la maîtrise d'un langage étranger sont souhaitées.

Envoyer C.V. manuscrit, photo récente à :

Ted Bates, 3 rue Bellini - 92806 Puteaux, à l'attention de Mme Tourchon qui transmettra.

Une importante société Paris (2^e)

recherche pour son département

MÉTHODES et ORGANISATION

UN TECHNICIEN EN ORGANISATION

Intégré dans une équipe jeune, il assure dans les domaines administratifs et techniques :

- L'étude, la mise en place et le contrôle de procédures ;
- L'examen critique de dossiers et le suivi de leur exécution ;
- La rédaction de correspondance et de rapports techniques.

Le poste alliant travaux d'études et contacts avec les services de l'entreprise convient à un jeune, 25 ans au moins, justifiant :

- d'une bonne formation générale, DUT ou BTS complétés et si possible par certificats du C.N.A.M.
- d'une première expérience professionnelle.

POSITION CADRE

Adresser C.V. manuscrit détaillé et photo à n° 71.857, Contesse Publi. 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, q. tr.

IMPORTANT GROUPE PHARMACEUTIQUE FRANÇAIS

développe et réorganise ses activités

recherche pour son usine

RESPONSABLE

MÉTHODES INDUSTRIELLES

IL S'ERA CHARGÉ :

- Des études de postes et de la S.D.T.
- De la simplification du travail, de l'organisation générale des ateliers sur le plan des circuits et des implantations.
- De l'établissement des standards de fabrication.
- Des nomenclatures.

LE CANDIDAT IDÉAL :

- Avoir 5 ans d'exp. dans un poste similaire.
- Niveau études : Méthodes, O.S.T., S.T.E.

L'exercice de la fonction est dans la région parisienne.

Le poste est évolutif, le niveau de la rémunération est ouvert et fonction du candidat.

Adresser C.V. et prétentions à n° 71.852, Contesse Publi. 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Important Bureau d'Etudes

PUTEAUX-LA DÉFENSE

recherche pour **CENTRALES THERMIQUES**

• **INGÉNIEURS**

Spécialistes équipements - Machines tournantes, en particulier pompes

• **INGÉNIEURS**

Spécialistes tuyauterie - robinetterie

soutirage

- Formation Grande Ecole.
- Connaissant bien dans leur spécialité les normes en vigueur.
- Acceptant les déplacements fréquents de courte durée.
- Anglais courant indispensable.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. sous n° 71.754 à CONTESSÉ Publ. 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Société de caution mutuelle

recherche

2 INSPECTEURS

Ils seront chargés de préparer les dossiers des entreprises qui désirent être admises au sein de notre société, ce qui implique :

- l'analyse de la gestion financière de ces entreprises ;
- le contrôle des procédures internes (respect des règles légales et professionnelles).

DE FORMATION - NECESSAIREMENT FINANCIÈRE, les candidats auront déjà acquis de solides connaissances en législation sociale au cours d'une première expérience, en cabinet d'audit par exemple.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous références L.S.M./A.T. à A.M.P., 40, rue Olivier-de-Serres, 75015 Paris, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ SUD DE PARIS

recrute :

UN JEUNE INGÉNIEUR

PHYSICO-CHIMISTE

pour mener des études de sécurité sur produits.

Recevoir avec C.V. et prétentions n° 71.659, CONTESSÉ Publ. 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, q. tr.

IMPORTANTE STÉ D'ENGINEERING - CLICHY

Recherche

DESSINATEURS EN TUYAUTERIE

DETAILLANT A PROJETEUR II

Disponibles sous brefs délais.

Recevoir : n° 32.311 à SOPHROAZ, boulevard Victor-Hugo, 91150-CLICHY.

Usines de Beauchamp (95) division des produits pour l'électricité (Service Technique)

INGÉNIEUR ELECTRICIEN

Formation de type :

- SUPLEC, ENSI, etc.
- expérience souhaitée.
- anglais indispensable.
- bonne connaissance de l'allemand très appréciée.

Notable principal :

— développement des techniques d'application des produits de la société dans le domaine de la distribution de l'énergie.

compétence technique à assurer de façon suivie avec le centre de recherche de l'E.D.F.

— relations avec les filiales européennes 3M.

Séjours au stages en Allemagne à prévoir pour l'insertion au projet particulier.

Envoyer C.V. + photo et prétentions à Service des Personnes, 3M, Avenue Boule - 95250 BEAUCHAMP.

VEECO-LANBDA

Route de Grivory - Cometz-le-Châtel (près Orléans)

FILIALE FRANÇAISE D'UNE SOCIÉTÉ AMÉRICAINE D'ELECTRONIQUE (C.A. 20.000.000 de F. EFFECTIF : 30 PERSONNES)

recherche son

CONTROLLER

Il sera responsable vis-à-vis du siège américain de la gestion comptable et financière, du reporting, du budget.

Il devra apporter une pratique de plusieurs années de la comptabilité française et de la comptabilité anglo-saxonne, une expérience professionnelle étendue et contrôlée, et une parfaite connaissance de la langue anglaise.

Env. C.V., prétentions ET téléph. pour rdx-vous à

M. SEGUI - 012-14-70

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

TRANSPORTS

UNE QUESTION TOUJOURS A L'ÉTUDE

Air France dément avoir pris la décision de remplacer ses Caravelle par des avions américains

Le récent accord franco-américain sur la construction du Mercure-200 comporte-t-il une clause secrète qui vaudrait engagement d'achat du DC-9 auprès de Mac Donnell-Douglas pour le compte d'Air France, à la recherche d'avions moyen-courriers pour remplacer ses Caravelle vieillissantes ? Dans une question écrite au premier ministre, M. Georges Marchais, secré-

taire général du parti communiste, s'interroge-t-il sur la possibilité d'une telle éventualité. Le gouvernement vient d'autoriser la compagnie nationale, précisée-t-il, à acheter dès 1977 une première tranche d'avions moyen-courriers « non dénommés » pour remplacer les Caravelle. Une somme de 430 millions de francs a été affectée à cet achat le 14 juin dernier.

Les responsables d'Air France démentent avoir fait un choix quelconque quant au remplacement des Caravelle. « Cette question est toujours à l'étude », précisent-ils. Il s'agit là d'un dossier délicat ouvert depuis plusieurs années et dont M. Jean-Pierre Fourcade, nouveau responsable du secteur des transports (1), s'était déjà préoccupé alors qu'il était ministre de l'économie et des finances.

manquera certainement pas de suivre de près cette affaire. « La situation des grandes entreprises françaises de transport minéral », vient-il de déclarer. Les difficultés financières d'Air France ne sont pas sans liens avec la modernisation de sa flotte, qu'il s'agisse du remplacement de Caravelle ou de l'achat de Concorde.

JACQUES DE BARRIN.

Acheter français. Ce serait naturel pour une compagnie nationale. Encore faudrait-il qu'il y ait sur le marché un produit qui corresponde à ses besoins. Le groupe Dassault-Breguet et les pouvoirs publics ont tenté en vain d'intéresser Air France au Mercure-100 dont Air Inter fut finalement le seul acquiescent.

Pour remplacer ses Caravelle hors de course, sur le réseau des Caraïbes, Air France choisit, à l'automne 1975, de louer deux Boeing-737. Cette affaire, le gouvernement ne dit mot. Lors qu'il fut question de renouveler une flotte de vingt-neuf Caravelle à bout de souffle, les pouvoirs publics ne purent rester indifférents au règlement de cette question.

D'un côté, l'enchérissement de coût du carburant faisait qu'Air France tentait de se débarrasser au plus vite de ses Caravelle, dévotement de kérosène. D'un autre côté, la Rue de Rivoli, soucieuse de rétablir l'équilibre de la balance des paiements, se montrait défavorable à l'achat d'avions étrangers. Mais le rayon d'action limité du Mercure-100, tout autant que son coût au siège élevé,

(1) Dans le gouvernement de M. Chirac, M. Marcel Cavallé avait la responsabilité d'un secrétariat d'Etat aux transports aériens ; dans le gouvernement de M. Barre, M. Cavallé est secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'équipement.

A PROPOS DE...

LES RETOURS DE VACANCES

Étalement forcé

Les retours de congés ont commencé au début du week-end dernier et vont continuer jusqu'à la fin de cette semaine. C'est l'heure des premiers bilans pour les vacances d'été. Les Français ont étalé leurs retours, leurs séjours... et leurs dépenses un peu malgré eux.

Partis par des journées de très forte chaleur, les vacanciers sont revenus vers les villes au cours du dernier week-end avec des conditions atmosphériques très différentes. Ce sont ces derniers qui ont occasionné le plus de difficultés. Le vent a soufflé parfois violemment sur la Côte d'Azur, la région lyonnaise et la région parisienne a rendu les routes glissantes. Les bouchons ont été le plus souvent provoqués par des accidents matériels.

Depuis jeudi dernier, le réseau routier français — où tous les itinéraires de « Bonheur » sont en place — connaît ses heures de saturation et ses bouchons traditionnels au Pays basque, sur la R.N. 10 et sur la R.N. 9 notamment entre Perpignan et Narbonne. Mais, en cette fin d'août, les retours semblent avoir été étalés de façon à peu près satisfaisante. Cela essentiellement grâce au calendrier. Le 1^{er} septembre tombe un mercredi et le temps, devenu peu clément, a

incité certains vacanciers à regagner leurs foyers un peu plus tôt que prévu.

En bref, ce ne sont pas les décisions du gouvernement, des industriels ou des vacanciers eux-mêmes qui ont conduit à un étalement des retours ; ce sont les circonstances.

Une constatation analogue peut être faite à propos des premiers bilans de la saison touristique. Les régions traditionnelles de vacances, la Côte d'Azur notamment, paraissent après un bon mois de juin, avoir connu cette année une chute assez sensible de leur fréquentation. En revanche, la Bretagne, la Normandie — où l'on parle de « la meilleure saison depuis dix ans » — et même le Nord qui bénéficiait d'un ensoleillement tout à fait exceptionnel, ont eu un très vil succès, moins surprenant sans doute que celui de régions plus ignorées : l'Auvergne, le Limousin, les Vosges... Les Français commencent de fuir les plages saturées et redécouvrent leurs campagnes, leurs forêts et des vacances moins « montagnardes ». Le beau temps les a incités à cet étalement dans l'espace, mais aussi leurs difficultés financières. Tous les indices paraissent le confirmer : s'ils sont partis nombreux en vacances, ils ont nettement moins dépensé ; ils ont cherché des stations et des hôtels moins chers ; ils ont beaucoup campé... En somme, ils se sont adaptés à la crise.

BRITISH AIRWAYS EN DÉFICIT

Le déficit d'exploitation de British Airways s'élève à 16,5 millions de livres sterling (125 millions de francs) pour l'année financière 1^{re} avril 1975 - 31 mars 1976 contre 9,4 millions pour le précédent exercice. Concorde a fait perdre à la compagnie britannique, au cours des dix premières semaines de sa mise en service sur la ligne Londres-Bahrein, 2,3 millions de livres.

British Airways a amélioré, d'une année sur l'autre, le coefficient de remplissage de ses avions qui est passé de 59 à 61 % ; avec treize millions sept cent quatre-vingt-dix mille passagers transportés, elle conserve sa première place parmi les compagnies internationales.

D'autre part, les autorités américaines ont rejeté des autorisations britanniques, favorables à une révision des accords aériens entre les deux pays, de façon à réduire la capacité de sièges offerts par l'Alitalia, notamment pendant la période d'hiver et de rétablir un partage plus équitable du trafic entre les compagnies. Pour l'heure, en effet, les transporteurs britanniques, Pan Am, TWA et National Airlines, — contrôlent 65 % du trafic sur ce réseau contre 35 % aux transporteurs britanniques.

— (A.F.P.)

● BONS RESULTATS POUR LA FLOTTE BRITANNIQUE — Les transports maritimes ont apporté à la Grande-Bretagne l'année dernière le chiffre net de 631 millions de livres sterling, équivalent au record enregistré pour 1974.

Le président du General Council of British Shipping a qualifié ces résultats de très encourageants, notamment en une période de récession du commerce mondial. Il les a attribués en partie à la chute de la valeur de la livre sterling, mais aussi aux progrès réalisés dans la taille et l'efficacité de la flotte britannique.

ÉCONOMIE

AGRICULTURE

Selon la F.A.O.

LE VOLUME MONDIAL DES ÉCHANGES AGRICOLES NE PROGRESSERA PAS EN 1976

En 1976, le commerce agricole mondial sera égal en volume à celui de 1975, mais progressera fortement en valeur pour atteindre des « chiffres sans précédents », estime la F.A.O. (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture). Dans son étude annuelle sur les échanges agricoles, la F.A.O. précise que le volume du commerce agricole mondial a progressé en 1975 de 14 % (après une diminution de 4 à 5 % en 1974). En revanche, en valeur, les échanges ont diminué de 2 % l'an passé, atteignant 63,8 milliards de dollars (368,72 milliards de francs environ) contre 65,68 milliards de dollars en 1974.

L'an passé, les pays en voie de développement et à économie planifiée ont subi une diminution de leurs recettes d'exportations (d'environ 1,9 milliard), tandis que les recettes des pays développés ont augmenté de 400 millions à 500 millions de dollars.

VIVES RÉACTIONS

AU PLAN D'AIDE D'URGENCE

Le plan d'aide d'urgence à l'agriculture adopté le 25 août par le gouvernement (le Monde du 27 août) continue de provoquer de vives réactions dans les départements qui ont été exclus de l'aide à l'élevage ou qui bénéficient d'une aide limitée à 50 F par unité de gros bétail (zone III). Dans la Haute-Garonne (exclus des aides), la Fédération départementale des syndicats d'exploitants estime que les mesures décidées constituent « une ségrégation et une provocation ». En Dordogne (classée zone III), les dirigeants agricoles ont décidé d'organiser une manifestation pour exprimer leur mécontentement. La F.D.S.E.A. a envoyé un télégramme au président de la République, lui précisant que si la classification du département n'était pas revue, la Dordogne deviendrait une « zone d'insécurité ». Dans la région Rhône-Alpes (classée zone III), les présidents des chambres d'agriculture et des fédérations départementales ont décidé de refuser l'aide d'urgence qui sera attribuée aux éleveurs de la région.

PUBLICITE

ROYAUME DU MAROC

Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Mines et de la Marine marchande

SOCIÉTÉ NATIONALE DE SIDÉRURGIE (SONASID)

AVIS INTERNATIONAL DE PRÉSELECTION

B - Deuxième liste

La Société Nationale de Sidérurgie va procéder à la réalisation d'un complexe sidérurgique intégré qui sera construit dans la province de Nador, sur la côte méditerranéenne et atteindra dans une première phase une production de un million de tonnes d'acier liquide pour la fabrication de billettes, fil machine, ronds et profilés.

L'entrée en service du complexe est prévue pour début 1980. Ce complexe est divisé en plusieurs lots dont une première liste a fait l'objet d'un avis antérieur.

L'adjudication des lots objet de la présente liste :

« clef en main, Génie Civil exclus » des lots B1, B2, B3, B4, B5 et B6 d'une part, des contrats de Génie Civil d'autre part, se fera après consultation auprès d'entreprises présélectionnées.

Définitions des lots et contrats :

Réf.	Lots	Production ou capacité requise	Date d'appel d'offres	Date de mise en service
B1	Centrale thermique et centrale à vent	3 chaudières 2 groupes turbo-alternateurs 1 soufflante entraînée par turbine à vapeur. Capacité totale de 30 MW	1.11.76	Janv. 1980
B2	Charpente pour bâtiments	20.000 tonnes de charpente métallique pour 100.000 m ² de bâtiments	15.11.76	Sept. 1979
B3	Portiques de déchargement au port	2 portiques de capacité unitaire : 1.000 T/H basés sur minéral de fer	15.12.76	Juillet 1979
B4	Engins de mise au tas et de reprise pour le port et l'usine	Capacité de 1.000 T/H basés sur minéral de fer	15.12.76	Juillet 1979
B5	Unité d'agglomération	Zone d'aspiration de 120 m ²	15.12.76	Mai 1980
B6	Cokerie et installation de sous-produits	450.000 T/an de coke	1.12.76	Mars 1980
B7	Génie Civil (3 contrats)	Par contrat de 100.000 m ² environ de béton armé pour fondations et pour travaux divers sur le site du complexe	17.01.77	Sept. 1979

D'autres lots feront l'objet d'avis à paraître ultérieurement.

Le financement de ces équipements et services se fera selon les besoins à partir des sources suivantes :

- 1/ Fonds propres de la Sonasid.
- 2/ Crédits acheteurs disponibles dans certains pays étrangers et accordés par les institutions financières d'aide à l'exportation de ces pays.
- 3/ Crédits accordés par des banques internationales de développement.

Les entreprises intéressées sont invitées à écrire à : Monsieur le Directeur Général SOCIÉTÉ NATIONALE DE SIDÉRURGIE 16, rue Abou Inane RABAT - MAROC - Tél. : 317.21M

avant le 15 Septembre 1976 en précisant le numéro de référence du ou des lots qui les intéressent pour recevoir le dossier de présélection correspondant et un questionnaire.

Le questionnaire rempli et retourné dans les délais prescrits servira à l'établissement des listes des entreprises présélectionnées pour les consultations correspondantes.

OFFICIERS MINISTÉRIELS et ventes par adjudication

Cabinet de M^{re} LAMAGAT, avocat à BRIVE, 7, avenue Président-Roosevelt. L'adjudication aura lieu au Palais de Justice de BRIVE, le JEUDI 21 SEPTEMBRE 1976, à 14 heures, d'un

ENSEMBLE IMPORTANT DE BATIMENTS

en quatre ailes en carré, et de

PARCELLES d'une Cce de 13 ha 06 a 23 ca

situées à LACABANE Cne de GUBLAC (Corrèze)

Les bâtiments sont en cours de restauration et pourraient être utilisés à usage de pensionnat, clinique, établissement hôtelier ou autres.

MISE A PRIX : 150.000 Francs

Les frais sont payables en ses. Pour tous renseignements, s'adresser à : M^{re} LAMAGAT, avocat, 7, avenue du Président-Roosevelt, à BRIVE. Tél. : 16 (55) 74-00-56.

VENTE A BRIVE, du 1/10^e au Palais de Justice de BRIVE, le JEUDI 16 SEPTEMBRE 1976, à 14 h. - EN DEUX LOTS

à ST-MAUR-D-FOSSES - 94

1) APPARTEMENT LIBRE

2 FUSSES, au 1^{er} étage, cave, 34, AVENUE FOCH

et 35, avenue Victor-Hugo

2) LOCAL 44 m² ENV. LIBRE

et deux emplacements de voitures, 63-65, AVENUE JOFFRE

lot n° 1 : 65.000 F

M. A. P. : 1 lot : 33.011 F

2^e lot : 147, bd St-Germain, Paris-6 - Tél. 533-45-34

M^{re} MESSIAH-DAGOG, avocat, 25, rue d'Alsace-Lorraine, 94-Maur-des-Fossés

M^{re} A. SMAILY, avocat, 6, rue Jean-Goussier, Paris-10^e - Tél. 46-10-10

est. 42, rue de Chilly, à PARIS, est. 42, rue de Chilly, à PARIS.

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

MATIÈRES PREMIÈRES

Enquête américaine sur un éventuel cartel mondial de l'uranium

Existe-t-il un cartel des pays producteurs d'uranium qui, à l'image de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole, se partageraient le marché selon des règles bien établies ?

A diverses reprises, des voix s'élevaient pour dénoncer de tels agissements, mais aucune preuve n'avait été apportée. Cette fois, l'affaire paraît plus sérieuse.

Selon deux membres d'une agence de l'Etat de Californie, le docteur Ronald Doctor et M. Leonard Ross, qui se fondent sur des documents émanant de la branche australienne des Amis de la Terre, un organisme mondial de défense de l'environnement, hostile à l'industrie nucléaire, un tel cartel existerait bel et bien. Il aurait été créé en 1973 sous le nom de « The uranium marketing research organization » et regrouperait toutes les grandes compagnies productrices d'ura-

nium du Canada, d'Australie, d'Afrique du Sud et de France. La société multinationale Rio Tinto Zinc y adhérerait également. Ses membres, qui se réuniraient chaque fois qu'un contrat est dans l'air, se seraient notamment entendus sur les prix et les parts de marchés. Ils auraient en outre décidé de vendre l'uranium exclusivement aux compagnies d'électricité. Toutefois, de l'avis même des officiels californiens, l'authenticité de ces documents n'a pas encore été vérifiée.

En attendant, le Département américain de la justice a déjà lancé une enquête pour déterminer si la production d'uranium aux Etats-Unis violait les lois antitrust. Les documents sur l'existence du prétendu cartel lui ont été adressés et « l'investigation peut-être », a déclaré M. Doctor, « élargir ses recherches pour savoir si des entreprises américaines sont impliquées ».

FISCALITÉ

Impôt: sur les revenus de 1975

CE QUI RESTE DU...

Les contribuables reçoivent actuellement leur feuille d'impôt, indiquant le montant du solde payable d'ici à la fin de l'année : la différence entre les deux tiers provisionnels déjà versés, et le montant total de l'impôt dû en 1975 (sur les revenus de 1975) qui est mentionné par la feuille nouvelle. Les contribuables qui ont choisi le paiement mensuel reçoivent, eux aussi, une feuille d'impôt leur indiquant ce qu'ils ont déjà versé et ce qui reste à payer (l'ajustement se faisant sur le mois le décembre).

De nombreux lecteurs s'étant étonnés des sommes qui leur sont réclamées, nous publions à nouveau (1) le barème de l'impôt 1975 applicable aux revenus encaissés en 1975 pour leur permettre de vérifier la « note » du fisc. Ce barème, qui avait été publié au Journal officiel du 31 décembre 1975, permettra aux

contribuables de vérifier le montant des sommes qui leur sont demandées.

TAUX DE L'IMPÔT POUR CHAQUE FRACTION DE REVENU IMPOSABLE

(Pour une part de quotient familial)

Revenu imposable	Taux (%)
0 à 225 F	0
225 F à 450 F	10
450 F à 700 F	15
700 F à 1 125 F	20
1 125 F à 1 575 F	25
1 575 F à 2 025 F	30
2 025 F à 2 475 F	35
2 475 F à 2 925 F	40
2 925 F à 3 375 F	45
3 375 F à 3 825 F	50
3 825 F à 4 275 F	55
4 275 F à 4 725 F	60
4 725 F à 5 175 F	65
5 175 F à 5 625 F	70
5 625 F à 6 075 F	75
6 075 F à 6 525 F	80
6 525 F à 6 975 F	85
6 975 F à 7 425 F	90
7 425 F à 7 875 F	95
7 875 F à 8 325 F	100

(1) Le Monde du 26 septembre 1975 et du 2 janvier 1976

POUR CALCULER RAPIDEMENT CE QUE VOUS DEVEZ AU FISC

Pour permettre aux contribuables pressés de comparer ce qui leur est demandé par le fisc à ce qu'ils doivent, nous recopions ci-dessous le tableau du calcul simplifié de l'impôt.

2 PARTS (Ménage sans enf.)	2 1/2 PARTS (Ménage 1 enfant)	3 PARTS (Ménage 2 enfants)
Revenu imposable	Revenu imposable	Revenu imposable
5 %	12 300	15 400
10 %	12 300	15 400
15 %	15 400	18 500
20 %	18 500	21 600
25 %	21 600	24 700
30 %	24 700	27 800
35 %	27 800	30 900
40 %	30 900	34 000
45 %	34 000	37 100
50 %	37 100	40 200
55 %	40 200	43 300
60 %	43 300	46 400

Comment se servir de ce tableau ? Votre revenu imposable est de 33 000 francs et vous bénéficiez de deux parts de quotient familial (un couple sans enfants). Reportez-vous à la colonne verticale « 2 parts » : revenu imposable « et à la case 33 000, qui est la plus proche de votre revenu imposable. L'impôt dû est inscrit en face : 3 395 francs. Mais il faut ajouter la somme de votre revenu qui excède la limite indiquée dans la case, soit 33 000 F - 33 000 F = 1 000 F. Ces 1 000 F sont imposés au taux de 25 % (voir première colonne verticale), soit 250 F. Votre impôt sera donc au total de 3 395 F + 250 F = 3 645 F. Les contribuables qui ont moins de 2 parts ou plus de 3 parts se reporteront au tableau très complet que nous avons publié dans « Le Monde » du 12 février 1976.

AFFAIRES

LE DIAMANT HORS DE PRIX...

Peu généreuse envers ses actionnaires, la De Beers ne laisse pas ses caducées de prestige. Cette compagnie, qui contrôle 80 % du marché mondial des diamants (pays communistes exclus), a coutume d'offrir les gemmes qui sergent les trophées remis au gagnant d'une des plus célèbres courses hippiques de Grande-Bretagne : la King George and Queen Elizabeth Stakes, dont la renommée égale celle du prix de l'Aurore-Triomphe. Multifonction qui a reçu sa récompense puisque, depuis 1973, par autorisation spéciale de la reine Elizabeth, le mot « diamond » a été accolé au nom de la course.

A l'avenir, il en coûtera plus à la compagnie de maintenir cette tradition, puisqu'elle a décidé de relever de 5,75 % en moyenne le prix de ses diamants. La hausse sera modérée, à partir du 27 septembre, suivant la qualité et la grosseur des pierres vendues. Comme les prix des diamants bruts avaient déjà été majorés de 3 % en janvier, cela fera quelque 9 % de hausse en dix mois.

Après deux ans de récession, les ventes de pierres ont, il est vrai, repris. La bénéfices du groupe a augmenté de 34 % au premier semestre. Au surplus, tout laisse à penser, malgré les pronostics réservés des dirigeants, que le record de ventes établi en 1973 par la De Beers (920,8 millions de francs, soit 1 150 millions de francs environ) sera largement battu cette année. Au 30 juin dernier, le chiffre d'affaires du groupe atteignait déjà 681,9 millions de francs (880 millions de francs).

A. D.

Pour louer une voiture au Danemark, réservez chez

europcar
645.21.25

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

LOCINDUS

L'activité et les résultats provisoires de la société, au 30 juin 1976, ressortant des chiffres ci-dessous comparés à ceux au 30 juin et 31 décembre 1975.

	1975	1976
	30-6-1975	31-12-1975 30-6-1976
(en millions de francs)		
Montant des engagements	925 000	915 000
Montant des recettes E.T. (loyers, préloyers, produits financiers)	53 823	112 318
Amortissements et provisions	13 481	22 682
Bénéfice net	18 349	34 773

(1) Compte tenu d'un profit sur exercice antérieur de 208 830 F et d'un profit exceptionnel de 1 889 089 F.

Les résultats, au 30 juin 1976, ne préjugent pas le bénéfice net au 31 décembre 1976, qui ne peut être déterminé par simple extrapolation. Les prévisions établies permettent néanmoins d'envisager la distribution d'un dividende qui devrait marquer une nouvelle progression.

GIDIM

GROUPEMENT INTERENTREPRISES POUR LE FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT IMMOBILIER

La « GIDIM » a financé depuis son origine les plus importantes Sociétés françaises de développement immobilier. Par ses interventions, il a permis la construction de nombreux programmes d'habitat, de bureaux, de bâtiments industriels et commerciaux, contribuant en cela au développement des Entreprises de Construction de Logements « E.C.L. ». La « GIDIM » finance toutes opérations de développement immobilier.

284.500.000 francs
d'emprunts lancés depuis 1973

Les engagements de « GIDIM » sont assortis de sûretés réelles ou bancaires.



12, rue de Castiglione, 75001 PARIS - Tél. 260-38-54

UN GROUPEMENT SPÉCIALISÉ
DANS LE FINANCEMENT À LONG TERME
GÉRÉ PAR DES PROFESSIONNELS
POUR DES PROFESSIONNELS
avec l'assistance technique d'experts financiers

BANQUE NATIONALE DE GRÈCE S.A.

Fondée en 1841 — La plus ancienne et la plus importante des banques helléniques
ATHÈNES, 86, rue Eolou (121)

Elle dispose de plus de 320 succursales qui couvrent tout l'espace hellénique.

A PARIS : Bureau de Représentation, 94, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008.
A LONDRES : (a) 48-50 St. Mary Axe, EC3A 8AA ;
(b) 204-208 Tottenham Court Road, W1P 8LA ;
(c) 6-28 Queensway, Bayswater, W2.
A FRANKFURT : 5 Outpost Strasse.
A DUSSELDORF : 24 Kalschstrasse.
A ROTTERDAM : Westblaak 23.
A CYPRE : Nicosis, Limassol (Pamagusta), Larnaca (Morfou), Paphos.
A CHICAGO : 108 North Michigan Avenue 60601.
Bureaux de représentation : Montréal, Toronto, Sydney, Le Caire, Beyrouth.

Banques affiliées :

ATLANTIC BANK OF NEW YORK

Siège central : 600 Avenue of the Americas, New York 10001.
Succursales : 123 William Street, New York 10038 et 29-10 Dimekay Boulevard, Astoria New York 11103.

HELLENIC CANADIAN TRUST

852 Jean Talon Street, West Montreal, P.Q. H3A 1S4.
New Park Avenue and Laurier Str. Montreal P.Q. H2V 4G3.

THE SOUTH AFRICAN BANK OF ATHENS LTD

Johannesburg (2), Capetown, Durban and Pretoria.

BILAN CONDENSÉ AU 31 DÉCEMBRE 1975

(converti en francs en 31-12-75)

	1975	1974
ACTIF		
Disponibilités en Grèce et à l'étranger	5 719 204 788	4 497 572 756
Prêts et avances	12 188 638 647	9 838 326 025
Titres, immeubles et mobilier	1 985 250 519	1 814 138 715
Autres postes de l'actif	1 091 772 583	1 079 594 274
Comptes d'ordre	5 596 463 569	4 541 593 548
Total	26 580 330 007	21 741 225 018
PASSIF		
Capital et réserves	1 096 341 738	1 070 254 628
Provisions pour dépréciation des éléments de l'actif	335 008 645	479 794 008
Dépôts	18 923 590 161	14 189 590 673
Comptes courants et autres engagements	2 213 285 972	1 290 132 663
Comptes d'ordre	5 596 463 569	4 541 593 548
Total	26 580 330 007	21 741 225 018
COMPTES DE PROFITS ET PERTES		
Prêts généraux et impôts	437 344 110	335 008 627
Amortissements et provisions	62 943 207	73 071 354
Bénéfices net :		
- Dividendes (*)	86 743 874	61 887 187
- Réserves et autres provisions	26 109 265	32 090 283
Total	677 142 396	502 734 133

(*) 1975 : Dr. 375 (P.F. 848) au 31-12-75.

Appel d'Offres

Les gouvernements de la République Arabe du Yémen (RAY) et de la République Populaire Démocratique du Yémen (RPDY) ont reçu des prêts du Fonds Arabe de développement économique et social pour la construction d'une route reliant la ville de Aden en RPDY à la ville de Taiz en RAY portant sur :

1. Section en RAY :

Environ 60 kilomètres de route asphaltée à deux voies, de 7 mètres de largeur, avec des banquettes de deux mètres de largeur de part et d'autre de la route, partant d'un point situé à six kilomètres de Taiz sur la route Taiz-Sana'a et s'étendant jusqu'à la frontière entre la RAY et la RPDY en passant par Ar Rahda et comprenant un pont en béton armé.

2. Section en RPDY :

Environ 58 kilomètres de route asphaltée à deux voies, de 7 mètres de largeur avec des banquettes de 2 mètres de largeur de part et d'autre, allant de Aden à Nawbat Dikeim avec des travaux d'amélioration portant sur environ 6,4 kilomètres de la route actuelle reliant Nawbat Dikeim à la frontière entre la RPDY et la RAY, y compris 4 ponts en béton précontraint et un pont en béton armé.

Les firmes d'entreprises de qualifications internationales sont invitées à soumettre leur offre pour la construction de l'une ou des deux sections ci-dessus.

Les documents d'adjudication peuvent être obtenus à partir du 15 septembre 1976 contre une somme non remboursable de 200 dollars US (deux cents dollars US) pour chacune des sections, de :

Highway Authority, Sana'a, YAR, pour la section en RAY.
Ministry of Communications, Khormaksar, Aden, RPDY, pour la section en RPDY.

ou de :

Dar Al-Handasah Consultants (Shair and Partners),
91 New Cavendish Street, London W1M 7ES.

ou :

Ebdallah Al-Tal Building, Jabbal Al-Husein,
opp' Moasher Hospital, Amman, Jordan.

Les documents d'adjudication doivent être dûment remplis et retournés simultanément à : Highway Authority, Sana'a, YAR, pour la section en RAY ; et à : The Secretary, Central Tender Board, Aden, RPDY, pour la section en RPDY, le 15 novembre 1976 avant midi au plus tard, et suivant les instructions contenues dans les documents de soumission.

(Publicité)

NATIONAL DEVELOPING PLAN PROJECT MINISTRY OF MUNICIPALITIES THE SEWERAGE BOARD

BAGHDAD — REPUBLIC OF IRAQ

TENDER FOR

KERBALA SEWERAGE SCHEME/1st STAGE

CONTRACT N° 1 — SANITARY SEWER SYSTEM CONTRACT N° 2 — CIVIL ENGINEERING WORKS FOR TREATMENT PLANT AND PUMPING STATIONS

The Sewerage Board invites the experienced tenderers to participate in tendering for either both or any one of the above mentioned Contracts, which are detailed below as follows:

1) CONTRACT N° 1

The construction of approximately 90 kilometers of sanitary sewer network ranging in diameter between 225 mm. and 1800 mm., also the construction of manholes, house laterals and all other associated works to the network.

2) CONTRACT N° 2

Civil Engineering works for the construction of four area sewage pumping stations and treatment plant. The electrical/mechanical works of the Treatment plant and pumping stations have already been awarded and the electrical/mechanical equipment are at the Sewerage Board's Stores in Baghdad.

Tenders must be accompanied by a preliminary deposit either in cash, certified check or by a bank guarantee of the sum as follows and valid for a period of not less than six months from the closing date of the Tender:

a) ID. \$5 000 /— For contract N° 1

b) ID. \$5 000 /— For contract N° 2

The complete set of the Tender documents can be obtained from the Sewerage Board's Office in Baghdad against payment of ID. \$5/- (Fifty Iraqi Dinars) for each contract separately.

The preliminary deposits together with other certificates and documents as required above and as specified in the "Instructions to Tenderers" of the Contract Documents should be contained in a separate envelope and enclosed together with the Tender, clearly written on the outside the name of the Tender and addressed to THE MINISTRY OF MUNICIPALITIES and deposited in the Tender Box at the Ministry of Municipalities before 12.00 noon on Wednesday, September 29, 1976.

S. ALANI
D. Q. & Chairman
of the Board of Directors
Dr. Najmaddin Abdul Latif

LES MARCHÉS FINANCIERS

EURO-OBLIGATIONS : OPTIMISME PERSISTANT MAIS...

London (Agf). — Malgré le volume important d'émissions nouvelles qui lui étaient proposées, le marché euro-obligataire est resté dans l'ensemble bien orienté. Le marché secondaire a évidemment enregistré quelques ventes importantes sous l'effet de ventes amassées aux professionnels et d'investisseurs institutionnels de la part de la banque d'investissement. Cependant, les investisseurs institutionnels de la part de la banque d'investissement ont manifesté de nouveaux intérêts. Ainsi les ventes sur le marché ont été de 1/2 point. D'une manière générale, l'optimisme a continué de régner, ainsi bien sur le marché international des capitaux à New-York.

La progression vive et continue du volume de la masse monétaire aux Etats-Unis, entendue dans sa définition la plus large, risque toutefois de venir rapidement à l'encontre de la confiance actuelle en l'évolution du marché au cours des prochaines semaines. En effet, avec une augmentation sur un an qui atteint un taux de 9,5 %, le dollar a dépassé la limite supérieure de la prévision que s'est fixée la FED. Comme parallèlement, la baisse continue des crédits industriels et commerciaux soulève le ralentissement intervenant dans l'activité économique des Etats-Unis, il est probable que les autorités U.S. laissent évoluer la progression de la masse monétaire n'est plus compensée par une augmentation concomitante de l'activité. La conjonction de ces deux facteurs ramènerait vite l'état de stabilité, qui avait permis de faire évoluer les structures monétaires et financières des pays occidentaux en 1974.

Mais tout va changer. La baisse de la politique monétaire américaine ne devrait pas se révéler trop sévère. Il y a d'ailleurs une question, dans l'esprit de M. Burns de savoir si l'augmentation des dépenses fédérales ne va pas compenser la baisse de la politique monétaire. Mais, même si celle-ci a tendance à ralentir, alors que l'échec électoral n'est plus que dans deux mois, l'année 1977 peut-être, plus, les Etats fédéraux tendent à se redresser au niveau des 9,5 %.

DROTS DE SOUSCRIPTION

VALEURS	(Actions et parts)	Moins	Plus
Continental Par. c. 30	1,2	1,2	
Grupp. Par. c. 30	1,2	1,2	
Grupp. Par. c. 30	1,2	1,2	
Grupp. Par. c. 30	1,2	1,2	

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

R.S.M. CERVAS-DANON. — Sur un chiffre d'affaires consolidé hors taxes de 5713 millions de francs (contre 5000 millions pour la période semestre 1976), les ventes de la période ont atteint environ 1 300 millions de francs, marquant une progression de 20 % sur celle du semestre correspondant de 1975.

LOCATEL. — Pour l'exercice 1975-1976, c'est le 31 août, le bénéfice net qui s'élève à 7,5 millions de francs, contre 6,3 millions de francs pour la période correspondante de 1975. Le chiffre d'affaires sera en augmentation de 20 % environ sur l'exercice précédent. Une sensible majoration du dividende global (contre 8,25 F au plus tôt) pourrait être proposée.

LONDRES

Tous les marchés financiers britanniques, d'exception excepté, ont été fermés à l'occasion du "Bank Holiday".

B.A.L.O.

Le Bulletin des annonces légales obligatoires du lundi 30 août publie notamment les insertions suivantes :

La Foncière T.J.A.R. — Attribution de 400 000 actions nouvelles gratuites (une pour trois anciennes) de 50 F, jouissance du 1^{er} janvier 1976. Le capital est porté de 60 millions de francs à 180 millions de francs.

Meridien-Gérin. — Admission à la cote des 30 000 actions de 100 F nominales, d'un montant total de 3 000 millions de francs.

La Société Générale des Télégraphes du Nord. — Introduction en France de 100 000 actions nouvelles de 100 francs chacune, jouissance du 1^{er} janvier 1976, attribuées gratuitement à raison de deux pour cinq anciennes.

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	27/8	30/8
1 dollar (en yens)	238 526	238 90

Taux du marché monétaire

Effets privés 3 3 %

INDICES QUOTIDIENS

(BASE 100 le 31 déc. 1973)

Indice	27/8	30/8
Indice général	100	100
Indice des actions	100	100
Indice des obligations	100	100

BOURSE DE PARIS — 27 AOUT — COMPTANT

VALEURS	% de du nom, coupon	Cours	Précéd.	Différence
3 %	40	2 721	2 721	
5 %	120	2 855	2 855	
5 %	120	2 855	2 855	
5 %	120	2 855	2 855	
5 %	120	2 855	2 855	

VALEURS	Cours	Précéd.	Différence	VALEURS	Cours	Précéd.	Différence	VALEURS	Cours	Précéd.	Différence	VALEURS	Cours	Précéd.	Différence
Alcatel (S.A.)	102	102		Alcatel (S.A.)	102	102		Alcatel (S.A.)	102	102		Alcatel (S.A.)	102	102	
Alcatel (S.A.)	102	102		Alcatel (S.A.)	102	102		Alcatel (S.A.)	102	102		Alcatel (S.A.)	102	102	
Alcatel (S.A.)	102	102		Alcatel (S.A.)	102	102		Alcatel (S.A.)	102	102		Alcatel (S.A.)	102	102	
Alcatel (S.A.)	102	102		Alcatel (S.A.)	102	102		Alcatel (S.A.)	102	102		Alcatel (S.A.)	102	102	
Alcatel (S.A.)	102	102		Alcatel (S.A.)	102	102		Alcatel (S.A.)	102	102		Alcatel (S.A.)	102	102	

MARCHÉ A TERME

Compte	VALEURS	Précéd.	Premier	Dernier	Compte	VALEURS	Précéd.	Premier	Dernier	Compte	VALEURS	Précéd.	Premier	Dernier	Compte	VALEURS	Précéd.	Premier	Dernier
577	100	100	100	100	577	100	100	100	100	577	100	100	100	100	577	100	100	100	100
577	100	100	100	100	577	100	100	100	100	577	100	100	100	100	577	100	100	100	100
577	100	100	100	100	577	100	100	100	100	577	100	100	100	100	577	100	100	100	100
577	100	100	100	100	577	100	100	100	100	577	100	100	100	100	577	100	100	100	100
577	100	100	100	100	577	100	100	100	100	577	100	100	100	100	577	100	100	100	100

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS	Précéd.	Différence	MARCHÉ LIBRE D'OR	COURS	Précéd.	Différence
Etats-Unis (5 %)	4 823	4 823		Etats-Unis (5 %)	4 823	4 823	
Etats-Unis (5 %)	4 823	4 823		Etats-Unis (5 %)	4 823	4 823	
Etats-Unis (5 %)	4 823	4 823		Etats-Unis (5 %)	4 823	4 823	
Etats-Unis (5 %)	4 823	4 823		Etats-Unis (5 %)	4 823	4 823	
Etats-Unis (5 %)	4 823	4 823		Etats-Unis (5 %)	4 823	4 823	
